

RDN

# Le monde qui vient

Parmi les annuaires stratégiques 2017,  
atlas et synthèses géopolitiques



Eugène Berg

*Les Cahiers de la*  
Revue Défense Nationale





# Le monde qui vient

Parmi les annuaires stratégiques 2017,  
atlas et synthèses géopolitiques

Eugène Berg

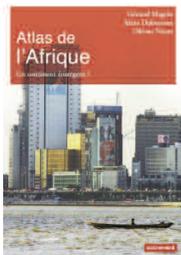
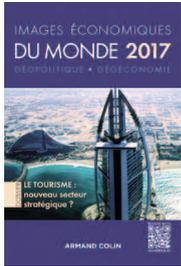
Préparation  
Jérôme Dollé

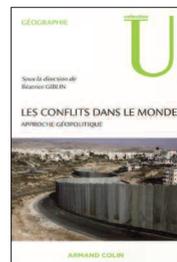
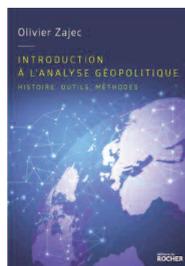
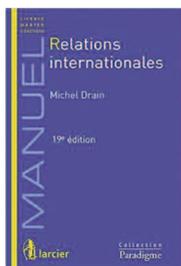


## Eugène Berg : *Le monde qui vient*

Diplomate, écrivain et professeur de relations internationales, Eugène Berg est un contributeur majeur de la *RDN* depuis 1980. Outre de nombreuses et régulières recensions d'ouvrages, il nous offre en ce début d'année un remarquable travail de synthèse prospective dont nous avons voulu faire profiter le plus grand nombre en le publiant en ligne sur notre site sous forme de quatre Tribunes \*. Il s'appuie sur le décryptage d'une bonne vingtaine d'ouvrages de référence parus en 2016 : synthèses géopolitiques, économiques et stratégiques ; atlas divers ; manuels et livres pédagogiques, dont les couvertures sont représentées ici.

Son travail débute par des réflexions inspirées par Jean-Christophe Buisson dans *1917 L'année qui a changé le monde*, où il trouve les prémices de nombreux questionnements actuels. Vient ensuite une analyse fine de plusieurs atlas géopolitiques : sous la direction de Franck Tétart, le *Grand Atlas 2017* a pour ambition de « Comprendre le monde en 200 cartes » ; avec la version 2016 de leur *Atlas des crises et des conflits*, Pascal Boniface et Hubert Védrine décrivent les causes de ces crises et ébauchent des scénarios d'avenir. Dans *l'Atlas des frontières*, Bruno Tertrais et Delphine Papin jettent un regard original sur le développement des murs, conflits et migrations. Le regretté Jean-Christophe Victor s'intéresse à une grande moitié du monde dans *Le dessous des cartes - Asie, itinéraires géopolitiques*. Remis à jour, le manuel *Relations internationales* de Michel Drain offre une approche théorique et juridique, mais aussi des analyses historiques actualisées. *L'Introduction à l'analyse géopolitique* d'Olivier Zajec apporte une armature doctrinale et des outils méthodologiques. En complément et sous la direction de Béatrice Giblin, *Les conflits dans le monde* est le produit de l'École de géopolitique sous l'égide d'Yves Lacoste fondateur de la revue *Hérodote*.



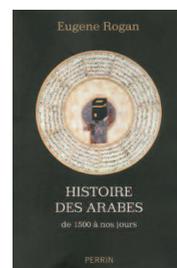
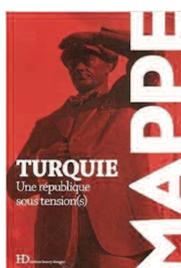
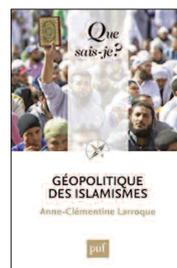


*Ramses 2017*, qui s'ouvre par les « Perspectives » de Thierry de Montbrial, se concentre sur trois grands thèmes ; Terrorisme, Moyen-Orient et Crise européenne. *L'année stratégique* livre des synthèses de quelques pages sur les aires régionales. Dans *Géopolitique des islamismes*, Anne-Clémentine Larroque explique comment s'y retrouver dans les différents mouvements qui se réclament plus ou moins de l'Islam. Pour le lecteur soucieux de prendre un peu de recul, la réédition de *l'Histoire des Arabes* d'Eugène Rogan tombe à point nommé. On trouvera une intéressante synthèse actuelle sur la question turque dans l'ouvrage *Turquie, une république sous tension(s)*. L'ambassadeur Yves Aubin de La Messuzière livre une synthèse fort complète de la situation régionale dans *Monde arabe, le grand chambardement*. Enfin, le « projet européen, entre détricotage et nouveau projet » fait l'objet d'intéressantes réflexions développées par Eugène Berg.

Les questions climatiques et énergétiques sont traitées dans les divers annuaires et atlas. Parmi les nombreux livres sur le sujet, signalons le *Changement climatique*. *L'Atlas de l'Inde* d'Isabelle Saint-Mézard nous présente les grands défis de cette puissance démographique majeure. En complément, la zone de l'océan Indien est mise en scène dans *Pétrole et différends territoriaux dans l'océan Indien* de Soula Saïd-Souffou. Un tableau général de l'Afrique est opportunément dressé dans *l'Atlas de l'Afrique*. La place prépondérante des pays émergents dans la mondialisation fait l'objet de *La nouvelle géographie du développement*, sous la direction d'Arnaud Zacharie.

Dans la dernière partie de sa remarquable synthèse, Eugène Berg présente des éléments de réponse à la question majeure : « Qui gouverne le monde ? ». Il s'appuie notamment sur les contributions de Bertrand Badie et Guy Hermet pour décrypter les notions de pouvoir, de puissance et d'influence au niveau mondial.

Emmanuel Desclèves



La *Revue Défense Nationale* est éditée par le Comité d'études de défense nationale  
(association loi de 1901)

Adresse géographique: École militaire, 1 place Joffre, Paris VII

Adresse postale: BP 8607, 75325 Paris cedex 07

Fax: 01 44 42 31 89 - [www.defnat.fr](http://www.defnat.fr) - [redac@defnat.com](mailto:redac@defnat.com)

Directeur de la publication: Alain Coldefy - Tél.: 01 44 42 31 92

Rédacteur en chef: Jérôme Pellistrandi - Tél.: 01 44 42 31 90

Secrétaire général et *webmaster*: Paul Laporte - Tél.: 01 44 42 31 91

Secrétaire général de rédaction: Pascal Lecardonnel - Tél.: 01 44 42 31 90

Assistante de direction: Marie-Hélène Mounet - Tél.: 01 44 42 31 92

Secrétaires de rédaction: Marie-Hélène Mounet, Jérôme Dollé

Abonnements: Éliane Lecardonnel - Tél.: 01 44 42 38 23

Chargé d'études: Laurent Henninger - Tél.: 01 44 42 31 91

Régie publicitaire (ECPAD): Christelle Touzet - Tél.: 01 49 60 58 56

1<sup>er</sup> trimestre 2017 - ISSN: 2105-7508 - CP n° 1019 G 85493 du 4 décembre 2014

6 JANVIER 2017

# Le monde qui vient <sup>(1/4)</sup>

## Parmi les annuaires stratégiques 2017, atlas et synthèses géopolitiques

### Qui gouvernera notre monde en rupture ?

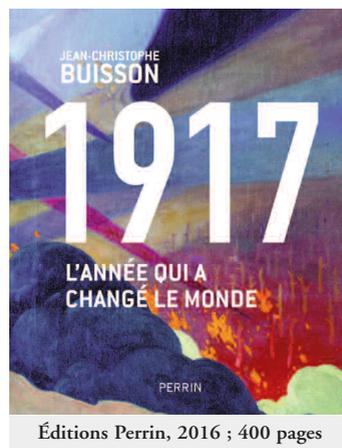
L'année 1917 aura ouvert un siècle nouveau, et nous en sommes toujours les héritiers, c'est ce que nous indique, images, textes et cartes à l'appui, Jean-Christophe Buisson dans *1917, L'année qui a changé le monde*. Avec ce riche ouvrage, il nous rappelle qu'en cette année les États-Unis ont renoncé à leur politique traditionnelle d'isolationnisme. Qu'en sera-t-il désormais ?

Que le *leader* socialiste italien Benito Mussolini écrit que « son pays a besoin à sa tête, d'un homme qui connaisse le peuple, soit son ami, le dirige et le domine, quitte à lui faire violence », des paroles dont l'écho porte encore sur bien des continents...

Cette année-là, les troupes britanniques entrent dans Bagdad et Jérusalem d'où elles chassent les occupants turcs. Un siècle plus tard, cette région est-elle devenue plus stable ?

Cette année-là aussi, l'Ukraine, les trois pays baltes, la Finlande et plusieurs régions du Caucase se séparent de la Russie et proclament leur autonomie et leur indépendance. Le fait, qu'en dehors de la Finlande, tous ces pays se sentent « menacés » ou au contraire protégé par la Russie (comme pour l'Arménie), veut-il dire que Moscou a renoué avec la « politique tsariste » comme on l'entend dans la bouche de nombreux responsables et publicistes européens ?

Autant de raisons de se plonger dans cette histoire de l'année 1917 avant de se projeter dans celle de 2017. De fait, par maints côtés nous vivons dans un monde, bien surréaliste, mot forgé alors par Guillaume Apollinaire. Peut-être que la série de tableaux de Kazimir Malevitch, inventeur du suprématisme, carrés



Éditions Perrin, 2016 ; 400 pages

blancs sur fond blanc, annonçait, sinon la fin de l'histoire, mais la fin de l'art figuratif, prévoyant de manière prophétique l'ère du *cloud*, du cyberspace et de l'informel ou de l'invisible dans lequel nous nous mouvons.

## Des outils pour déchiffrer les problèmes mondiaux

Passer en revue, avec le recul qui donne de la distance, les principales synthèses annuelles, qui paraissent en septembre de chaque année, que sont le *Ramses* (Ifri), *L'état du monde* (Éditions La Découverte), *L'Année stratégique* (Iris), ainsi que les traditionnelles *Images économiques du monde* (IEM) <sup>(1)</sup>, alors que les *Enjeux diplomatiques et stratégiques* (sous la direction de Pascal Chaigneau et sous l'égide du Centre d'études diplomatiques et stratégiques) sont publiés en avril, c'est à la fois faire le bilan des enjeux internationaux de l'année écoulée, comme de pressentir les principales tendances d'avenir. C'est aussi constater les différences d'approches et les nuances dans le regard porté sur notre planète fragmentée.

– *Ramses 2017* (Dunod ; 350 pages) titre « Un monde de ruptures – Terrorisme, Moyen-Orient, Crise européenne ».

– *L'état du monde* (La Découverte ; 296 pages) demande « Qui gouverne le monde ? ».

– *Les IEM* (Armand Colin ; 430 pages) consacrent leur dossier au « Tourisme, nouveau secteur stratégique ? ».

– *L'année stratégique* (Armand Colin ; 338 pages) s'en tient à son sous-titre traditionnel « Analyse des enjeux internationaux ».

## Un coup d'œil nécessaire sur les atlas

Avant de décrypter, avec le léger recul du temps, ces très utiles synthèses, signalons une série d'autres instruments d'analyse, d'information et de repérages que sont les Atlas qu'il convient de ne jamais cesser de regarder.

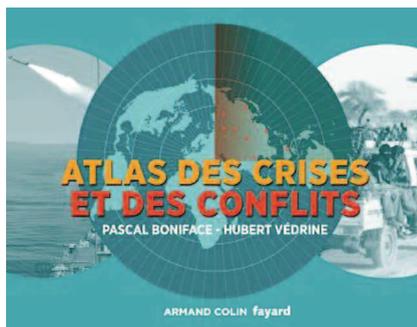
*Le Grand atlas 2017* sous la direction de Frank Tétart a pour but, comme l'indique le sous-titre de « Comprendre le monde en 200 cartes ». De fait, cet ouvrage de grand format pointe sa loupe sur des questions très actuelles comme « Le *Brexit* et après ? », « *Daech* peut-il gagner ? », « La tragédie syrienne », « Crises des migrants, l'Europe dans l'impasse » ou « Les nouveaux paradis fiscaux et l'endettement ». Au-delà de ces questions



(1) Pour un aperçu historique de ces publications, voir notre tribune n° 725, « Parmi les annuaires stratégiques 2016 ».

d'actualité, cet atlas articulé autour de quatre thèmes principaux (« Les enjeux géopolitiques », « Guerres, conflits et tensions », « Au secours de la planète », « Le monde à l'heure de la mondialisation ») offre un panorama à peu près complet des problèmes mondiaux contemporains. Il part du constat, largement partagé, que le monde, bien que plus unipolaire, n'est pas encore devenu véritablement multipolaire. Tous les analystes le constatent, seule une poignée de grands acteurs, de poids divers et aux stratégies disparates, pèsent sur les affaires du monde : États-Unis et Chine, qui forment le G2, Russie qui a désormais rejoint la « table des grands » du G3. En dehors de cette triade – la même qu'avait conceptualisée Henry Kissinger en œuvrant à la réconciliation entre Washington et Beijing en 1972 – ne figurent que des puissances de 2<sup>e</sup> rang, du fait de leur poids réduit ou de leur incohérence stratégique. UE, Japon, Inde et, à terme, Brésil lorsqu'il sortira de la profonde crise dans laquelle il est plongé. Certes, les rapports de force se sont modifiés : alors qu'en 1990, le G7 avec la Russie (2,6 % du PIB mondial) représentait 53,6 % du PIB mondial, il n'en représente plus que 31,6 % en 2015, proportion appelée mécaniquement à baisser lorsque l'on voit que 65 % de la croissance mondiale en 2016 provient de deux pays (Chine et Inde). Sur cette toile de fond s'inscrivent les grandes questions : terrorisme et ses dérivés, pétrole en chute libre, guerre froide au Moyen-Orient, retour de l'Iran sur la scène internationale, le moment kurde <sup>(2)</sup>, l'Union européenne, désavouée et désunie face notamment à la crise des migrants.

Dans sa seconde partie, l'atlas s'intéresse aux guerres et conflits, thème que traite par ailleurs et amplifie *Atlas des crises et des conflits* de Pascal Boniface et d'Hubert Védrine (dont la précédente édition datait de 2013) qui décrit les causes des crises et des conflits tout en ébauchant des scénarios d'avenir. En 2015, indique l'Institut d'Heidelberg sur la recherche des conflits, il y avait 409 conflits politiques dans le monde dont 223 violents. Si l'on définit les conflits majeurs comme ceux qui font plus de 1 000 morts et les mineurs, entre 25 et 999, leur nombre était de 13 et 51 en 1991, alors qu'aujourd'hui il y a 19 conflits « majeurs » et 24 « limités » avec une moyenne de 300 victimes (ce qui range l'ensemble des attentats terroristes perpétrés en France dans cette catégorie). Mais tous ces conflits majeurs qu'ils désignent (Syrie, Irak, Afghanistan, Pakistan, RDC, Nigeria, Soudan Sud) sont-ils de même nature et ont-ils les mêmes répercussions régionales et internationales ? Qu'en est-il du Yémen ou de la Libye ? S'agissant des cyberattaques, sujet devenu ultra-médiatisé, du fait des



Armand Colin, Fayard, 2016 ; 150 pages

(2) On trouvera à la page 23 une carte, assez peu connue, des revendications territoriales kurdes proposées à la Conférence de la paix de Paris et à la Conférence des Nations unies de San Francisco en 1945, un ensemble spatial de près de 600 000 km<sup>2</sup> !

critiques adressées par la Maison-Blanche à l'adresse du Kremlin l'accusant d'avoir interféré dans la campagne présidentielle américaine avec pour objectif de favoriser Donald Trump, on trouvera un tableau des principales cyberattaques depuis 2008.

Dans « Au secours de la planète », sont abordées les questions relatives au climat et au dérèglement climatique, aux conséquences du réchauffement en Afrique qui pourrait atteindre localement de + 3° C à + 6° C. D'autres sujets d'intérêt majeur sont abordés : « ressource en eau et *stress* hydrique », « énergies renouvelables », « ressources halieutiques ». Sommes-nous trop nombreux sur la Terre ? Les 7,38 milliards d'habitants donnent une densité moyenne de 50 habitants par km<sup>2</sup> (densité qui a doublé depuis 1968). Mais les deux tiers de cette population se répartissent sur un dixième des surfaces, alors que le quart des terres émergées abrite moins de 2 % de la population mondiale. Avec deux hectares par habitant, la planète n'est pas surpeuplée concluent les auteurs, encore faut-il rappeler que certaines personnes en possèdent, à elles seules, plusieurs centaines de milliers en Argentine ou ailleurs. La densité est peut-être neutre pour le développement durable, mais ce n'est pas une donnée statistique abstraite, surtout lorsque des experts prédisent entre 250 millions et un milliard de réfugiés climatiques dans les décennies à venir, sans que l'on puisse en déterminer l'horizon exact.

Après avoir passé en revue quelques grandes questions (mondialisation numérique, villes, moteurs de la mondialisation, le monde en réseaux des diasporas, les trafics mondialisés...) l'atlas se clôt par un dossier sur les États-Unis après Obama. L'attractivité américaine reste forte puisqu'en 2015, 11,4 millions de personnes ont participé à la loterie leur octroyant un visa de travail H-1B, dont 4 000 cartes ont été attribuées à des ressortissants africains. Le bras armé des États-Unis, que Donald Trump veut encore renforcer, est puissant. 513 bases militaires sont réparties sur le territoire américain couvrant 100 000 km<sup>2</sup> soit environ 1 % du territoire américain. Pourtant en termes de nombre de militaires pour 1 000 habitants (4,5) les États-Unis sont au 72<sup>e</sup> rang mondial (France 65<sup>e</sup> rang) et, pour la part des dépenses militaires dans le PIB (3,5 %), ils sont au 20<sup>e</sup> rang.

Par ailleurs, dans leur dernière partie, Pascal Boniface et Hubert Védrine ne quittent pas les terrains balisés. Le premier des acteurs sera encore longtemps les États-Unis écrivent-ils, à condition que Donald Trump fasse un usage intelligent de la puissance américaine et ne se contente pas de son seul slogan « *America first* ». L'Union européenne, qui avait confiance dans son *soft power*, se trouve bien démunie, face à la polycrise qu'elle traverse. Sera-t-elle en mesure d'opérer la clarification géographique, identitaire, et politique qu'appellent les auteurs de leurs vœux ? Espérons qu'elle en prenne le chemin, mais celui sera à la fois long, lent et hérissé de bien des obstacles connus de tous. La Russie s'est réveillée, poursuivent-ils. Certes, mais elle ne s'est pas contentée que de cela : elle a développé une stratégie, que beaucoup ne soupçonnaient pas. Les pays émergents poursuivent leur ascension, mais à des rythmes fort divers. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit être réformé : comment, avec quels membres et quel sort réserver au droit de *veto*,

faut-il le « démocratiser » au risque d'entamer la crédibilité de cet aréopage ? Pourtant, malgré les apparences, les conflits diminuent.

Dans *L'atlas des frontières – Murs, conflits, migrations*, Bruno Tertrais et Delphine Papin jettent un regard original sur des phénomènes qui ont acquis une importance réelle et celle-ci ne fera que croître. Lord Curzon of Kedleston, vice-roi des Indes (1898-1905) et secrétaire britannique aux Affaires étrangères (1919-1924), qui a dessiné ces frontières (9 000 km) avait bien analysé la nature de celles-ci qui sont le « fil du rasoir, là où se décident les questions modernes de la guerre et de la paix, de la vie et de la mort des Nations »...

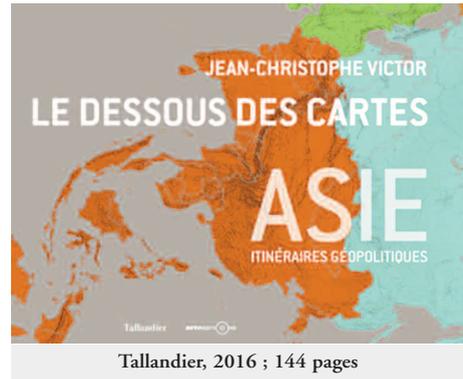
« Les guerres de frontières ne disparaîtront pas, elles sont dans la nature des choses. » Parmi les nombreuses citations exhumées par les auteurs, relevons celle de Donald Trump, dont on verra s'il lui donnera un sens concret : « Les gens veulent voir des frontières ». Parmi les 323 frontières terrestres ou « dyades » sur environ 250 000 km, les frontières dites « naturelles » représentent environ 55 % du total mondial. Or il n'est pas toujours facile de s'y retrouver. La Russie et la Chine ont mis 40 ans à se partager 2 444 îles fluviales, c'est donc un panorama fort riche que livrent les auteurs avec une batterie de cartes. Celui des frontières visibles, matérialisées mais aussi celui des « invisibles », celles des civilisations. On a droit à une présentation des zones maritimes contestées (Arctique), des différentes lignes frontalières établies le long des fleuves : selon que les États choisissent une des rives, le *condominium* (ils se partagent le fleuve à la ligne médiane) ou le *talweg* (le lit du fleuve). Quant aux murs et diverses séparations, ces derniers prolifèrent sur tous les continents dont la hauteur va de 2 à 20 mètres comme l'illustre l'un de leurs nombreux schémas. Pour le géopoliticien, ce sont les frontières brûlantes qui importent. On en trouve neuf de l'Afrique à l'Arabie (Somalie, Éthiopie/Érythrée, Israël/Liban, Chypre, Libye/Tunisie, Arabie saoudite/Yémen, Soudan/Soudan Sud, Syrie /Irak). On remarque une carte détaillée de la mer de Chine méridionale par où transite 50 % du trafic maritime mondial et que la Chine revendique à 90 % ! Sur ces « îlots » chacun construit sa piste d'atterrissage, 350 mètres sur Spratley (Vietnam) et 3 000 mètres sur le récif de Fiery Cross (Chine).

Le *Grand atlas 2017* fournit une carte des tensions en Asie du Sud-Est, avec une carte détaillée du Récif de Fiery Cross, repris au Vietnam : la Chine y a installé, en janvier-février 1988, une station permanente et en janvier 2016 une piste d'atterrissage longue de 3 125 m, alors que le récif a une superficie de 2,8 km<sup>2</sup> (Monaco 9,3 km<sup>2</sup>). On joue aussi beaucoup avec les frontières comme cette carte du Moyen-Orient de demain, dressée par un colonel en retraite américain qui s'est amusé à découper le Royaume d'Arabie saoudite en pas moins de cinq États dont



l'État islamique sacré autour des Lieux saints de l'Islam... les *mollahs* de Téhéran dans leurs meilleurs rêves ne devaient pas y penser.

Le regretté Jean-Christophe Victor s'en tient à une aire qui représente plus de la moitié du monde *Le dessous des cartes – Asie, itinéraires géopolitiques*. On sait qu'il est difficile d'appréhender l'Asie comme un tout tant elle est multiple, plurielle de tous les points de vue. Ne parle-t-on pas d'Eurasie ? Entre le Moyen-Orient rangé par la division de la population des Nations unies dans la catégorie d'« Asie de l'Ouest » et l'Australie, que l'auteur inclut dans son atlas, que de différences. Selon les critères, les regards, les classements géopolitiques ou socioculturels, il y en a au moins cinq ou six d'Asie : Asie de l'Ouest, Asie centrale, sous-continent indien, Asie du Sud-Est (Anase ou ASEAN), Extrême-Orient avec la Chine, le Japon et les Corées. Dans quelle catégorie placer l'Asie russe ? Si l'Asie compte, c'est d'abord par son poids, 54 % de la population mondiale en 1950, 56,5 % aujourd'hui, 50,5 % en 2050. Dans le même temps l'Europe (y compris donc la Russie et les autres pays non-membres de l'UE plus l'Amérique du Nord) est passée de 28 % de la population mondiale, à 15 % aujourd'hui, ne devant plus représenter que 11,5 % en 2050 : en part du PIB mondial en valeur nominale, les États-Unis représentent 24 %, l'Europe 22 %, la Chine 15 % et la Russie 1,8 %. À eux seuls ces chiffres expliquent le « pivot » vers l'Asie tenté par Barack Obama : Donald Trump poursuivra-t-il dans cette voie à sa manière ? Pour le moment, l'Asie en parité de pouvoir d'achat représente 38 % du PIB mondial, à l'horizon 2020 lorsque celui-ci sera proche des 100 000 milliards de \$ (contre 78 000 aujourd'hui), quatre groupes de pays ou pays se situeront au-dessus ou autour des 20 000 Mds de \$ (Asie, États-Unis, UE, Chine) alors que le PIB du Japon et de l'Inde devrait se situer autour des 5 000 Mds de \$. L'Asie devrait donc s'approcher de la moitié du PIB mondial. Ces indicateurs ne présentent pas seulement des aspects positifs car, sur les 20 villes les plus polluées du monde, on en compte 17 en Asie *stricto sensu*, les 3 autres se situent au Qatar, en Iran et en Turquie.



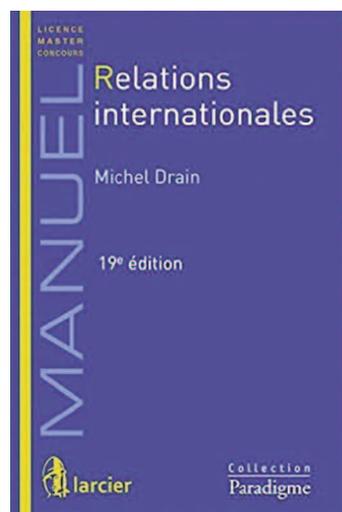
En passant à l'examen pays par pays, Jean-Christophe Victor qualifie le Japon de puissance hésitante, du fait du vieillissement de sa population et le défi nucléaire auquel l'archipel reste confronté. La Chine, devenue première puissance exportatrice mondiale en 2009 s'interroge sur son modèle, comme sur sa place dans le monde. Elle a des déficits commerciaux avec bon nombre de pays producteurs d'hydrocarbures ou des matières premières (Arabie saoudite, Iran, Brésil, Afrique du Sud) ou de produits manufacturiers (Japon, Corée du Sud, Taïwan)

ainsi que la Malaisie et le Vietnam. L'Inde maintient des équilibres instables. Le panorama stratégique de l'Asie qu'il fournit par ailleurs est des plus éloquents car il présente d'une part, les principaux conflits intérieurs, mosaïques de minorités menant des guérillas depuis des décennies (mouvements séparatistes principalement musulmans sur l'île de Mindanao ; Karen ; Chan ; Kachin ; Rohingyuas, une population musulmane de 800 000 personnes persécutée au Myanmar ; insurrection nataliste en Inde). Tout ceci a accru la militarisation de l'Asie et l'on compte cinq pays asiatiques, si l'on inclut l'Australie sur la liste des 15 plus importants budgets militaires mondiaux avec trois pays ayant des effectifs supérieurs au million (Chine 2,3 ; Inde 1,3 et Corée du Nord 1,2), les six suivants de la liste ayant des effectifs supérieurs ou équivalents à ceux de l'armée française (comme 360 000 soldats pour la Thaïlande).

Plusieurs cartes et articles portent sur les zones maritimes contestées, question mentionnée ci-dessus. Avec ses 6 852 îles, le Japon possède une ZEE de 4,5 millions de km<sup>2</sup>, dont une partie est contestée par trois voisins : au Nord, les quatre Kouriles, à l'Ouest avec la Corée (îles Dokdo/Takeshima), au Sud avec la Chine (Diayu/Senkaku). C'est l'affrontement en vue, s'il a lieu, entre les États-Unis et la Chine qui retient notre attention en examinant la carte des éléments de la puissance comparée entre les deux géants. Sur 14 critères choisis (PIB, PIB/tête, évolution du budget militaire, nombre d'ICBM, part dans les exportations mondiales) les États-Unis surclassent la Chine dans 9 domaines, encore l'auteur aurait pu ajouter bien d'autres éléments comparatifs (réserves monétaires, R&D, nombre de scientifiques, de brevets, chiffres fournis par les *IEM*). Voilà que l'Asie est en mouvement avec les Routes de la Soie du XX<sup>e</sup> siècle, l'abondance des terres rares en Chine (55 millions de tonnes de réserves sur les 130 du monde), l'ascension de Shanghai, qui se profile comme capitale du XX<sup>e</sup> siècle. Avec Confucius, *manga* et Bollywood, l'Asie possède son *soft power*.

### De l'analyse géopolitique et des relations internationales

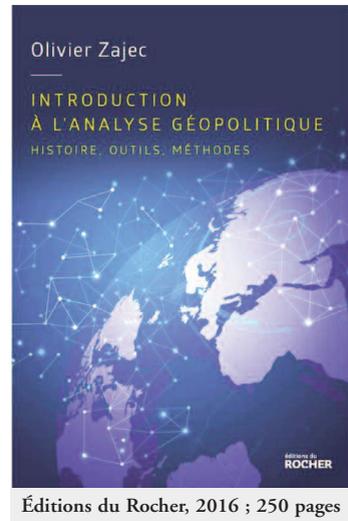
Manuels ou livres pédagogiques, présentent toujours un intérêt, surtout s'ils sont remis à jour, tant il est vrai que l'actualité se déroule à une vitesse accélérée. Michel Drain, administrateur honoraire de l'Assemblée nationale, chercheur associé à l'Ifri, a remis à jour son manuel *Relations internationales*. Son originalité est qu'il contient plusieurs ouvrages en un. Une approche théorique et juridique des relations internationales, une longue partie sur l'État, une autre sur les organisations internationales, ONU et aussi ONG et



19<sup>e</sup> édition ; Larcier, 2016 : 506 pages

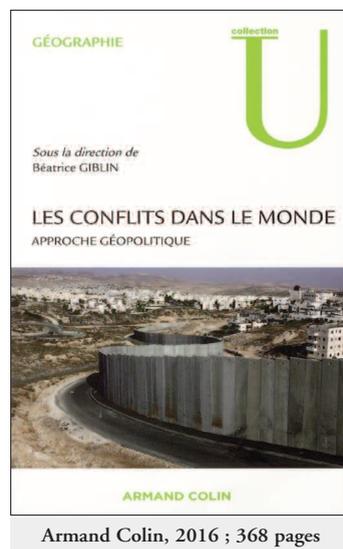
sociétés transnationales. Plus de la moitié de l'ouvrage étant consacrée aux relations internationales de 1945 à nos jours dont près de 200 pages dévolues à la période 1985-2016 « Vers un monde multipolaire ». Cinq pages sont consacrées à la crise ukrainienne mais trois seulement à la Syrie. Les principaux problèmes internationaux (désarmement et prolifération nucléaire, interdiction de l'arme chimique, régulation économique et financière, lutte contre le terrorisme...) sont passés en revue de manière claire et synthétique. Au final, il s'interroge sur les nouveaux pôles de puissance, ceux que nous avons mentionnés auparavant.

Pour compléter les atlas et ouvrages précédents, une lecture attentive d'*Introduction à l'analyse géopolitique, Histoire, outils, méthodes* d'Olivier Zajec (3<sup>e</sup> édition augmentée et mise à jour) apporte une armature doctrinale, des outils méthodologiques, ainsi qu'une grille d'analyse précise. Maître de conférences en Sciences politiques à Lyon III, il enseigne également à l'École de Guerre et à l'Université Paris II. Peu importe si la géopolitique n'est que l'une des méthodes d'approche des relations internationales et de savoir si celles-ci, au sein de l'Université française, sont rattachées aux sciences politiques, ce qui n'est pas le cas dans les pays anglo-saxons où cette discipline a acquis son autonomie scientifique. L'essentiel est de saisir son essence qui repose sur la spécialisation des phénomènes politiques : elle est au carrefour entre la géographie, la politique, l'histoire et l'économie écrivait François Thual, approche à laquelle il conviendrait d'ajouter le culturel et le religieux, à moins que ces éléments ne soient déjà compris dans le politique ? De ceci découle que la géopolitique se donne pour objet d'étudier la dynamique des inerties, terme un peu abstrait qui désigne, comme l'indique Yves Lacoste, les « rivalités de pouvoir sur des territoires ». Elle s'attache d'abord à cerner toutes les facettes du positionnement géographique (îles, isthmes, détroits lacs, mers, pays enclavés) mais aussi et secondement l'identité. Revenir sur l'histoire de la géopolitique ne présente pas d'intérêt, car on saisit mieux l'évolution d'une pensée évolutive. La fameuse notion de *Heartland* d'Halford J. Mackinder, formulée en 1904, a été reformulée à plusieurs reprises, dont une en 1943. Dans cette version, toujours actuelle, puisqu'elle a été reprise par Zbigniew Brezinski dans *Le Grand échiquier* (1997) ouvrage abondamment cité, le lien transatlantique en s'appuyant sur la tête de pont des *Coastlands*, via la France et les pays du Benelux, puis l'Allemagne d'après 1949, vise à contenir la puissance du *Heartland*, en empêchant toute unification eurasiatique. On retrouve ce visé stratégique dans le conflit ukrainien comme dans la récente intronisation d'Angela Merkel, comme dépositaire des valeurs occidentales. Au-delà de son côté manuel, l'ouvrage d'Olivier



Zajec contient plusieurs focus assez complets qui décryptent bien des conflits géopolitiques actuels, comme précisément la situation géopolitique de l'Ukraine ou la guerre contre le terrorisme. On retrouve sous sa plume des questions abordées dans les précédents atlas : grands espaces, barrières et obstacles, frontières, fleuves. Plus encore l'auteur décrit, cartes à l'appui, les systèmes-mondes maritimes, ces principales routes commerciales maritimes qui sillonnent la planète, des détroits de Bab-el-Mandeb et d'Ormuz à la mer de Chine méridionale. Géopolitiques des langues, des religions, des civilisations, des matières premières, de l'eau et des hydrocarbures, les thèmes s'accumulent et les approches se complètent. De-ci, de-là, on découvre des citations bien éclairantes comme celle de Sénèque dans *Médée*, 80 ans ap. J.-C. : « Toutes les barrières ont été bousculées. Sur les terres vierges sont édifiées des villes. Le monde est sillonné de routes. Tout bouge, rien n'est resté de l'ordre de jadis ». Au terme de cette analyse serrée, quelques constats se dégagent. Les « flux », le monde plat, n'effacent pas les lieux, ni l'esprit des lieux et on voit comment certains de ces lieux d'affrontement sont âprement disputés. Entre les espaces et les lieux, il y a toujours des territoires. D'où la nécessité d'anticiper les conséquences de toute action de force, amer enseignement qui dérive des interventions occidentales en Afghanistan, en Irak, en Libye... Faut-il donner le dernier mot à un penseur original, Ambrose Bierce, qui, dans le *Dictionnaire du diable* (1906), définissait la frontière : « En géographie politique, ligne imaginaire entre deux Nations séparant les droits imaginaires de l'une des droits imaginaires de l'autre ».

Complétant parfaitement l'ouvrage précédent, *Les conflits dans le monde – approche géopolitique*, réalisé sous la direction de Béatrice Giblin (2<sup>e</sup> édition), est le produit de l'École géopolitique française qui s'est développée sous l'égide d'Yves Lacoste, fondateur de la revue *Hérodote*, dont il a confié la direction à Béatrice Giblin. L'originalité de ce livre est d'abord d'expliquer, ou de rappeler, les bases du raisonnement géopolitique, une démarche à la fois diatopique, c'est-à-dire appuyée sur différents niveaux d'analyse, et diachronique, c'est-à-dire appuyée sur le raisonnement historique qui intègre les différents temps de l'histoire et du présent grâce auxquels il est possible de reconstruire des chaînes de causalité, l'engrenage souvent imprévu du conflit. À cette maîtrise du raisonnement, à la fois dans le temps et dans l'espace, ce qui n'est pas aisé car souvent le diplomate ne raisonne que dans le temps alors que le militaire, pour caricaturer, a plutôt tendance à privilégier l'espace, il faut ajouter la prise en compte des représentations que chacun des protagonistes a du



Armand Colin, 2016 ; 368 pages

territoire, objet du conflit. Ce sont, en effet, elles qui sont déterminantes dans le déclenchement, l'intensité ou la durée d'un conflit. Bien sûr, l'introduction de ce livre copieux va bien au-delà d'un résumé assez sec. On comprend mieux les subtilités et la profondeur de cette analyse géopolitique, qui s'appuie avant tout, on ne le répétera jamais assez, sur la géographie, le socle immuable ou quasi immuable des civilisations de Fernand Braudel, en examinant les nombreux cas concrets étudiés dans ce volume qui ont mobilisé pas moins de 16 auteurs. Qu'est-ce qui illustre mieux cette approche que le cas de Jérusalem, que l'auteur intitule capitale-frontière : Jérusalem-Est est exemplaire des répercussions géopolitiques d'un conflit situé sur de très petits territoires (l'Esplanade des mosquées fait 300 m sur 450 m, la Vieille Ville de Jérusalem, moins de 1 km<sup>2</sup>) sur le monde. Il est exceptionnel qu'un État installe sa capitale dans une ville qui fait l'objet d'un tel conflit ; si Donald Trump donnait suite à son idée d'y installer l'ambassade américaine cela jetterait un peu plus d'huile sur le feu.

6 JANVIER 2017

# Le monde qui vient <sup>(2/4)</sup>

## Parmi les annuaires stratégiques 2017, atlas et synthèses géopolitiques

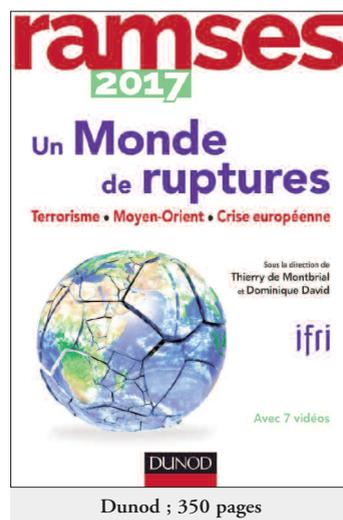
### Annuaire stratégique et enjeux pour 2017

*Ramses*, qui s'ouvre par les « Perspectives » de Thierry de Montbrial, réflexion élaborée sur l'état de la planète, a concentré ses différentes contributions sur trois grands thèmes : Terrorisme, Moyen-Orient et Crise européenne.

*L'état du monde* abandonne partiellement l'analyse géopolitique pour se concentrer sur le thème central qui gouverne le monde.

*L'année stratégique* reste fidèle à une approche plus classique en livrant des synthèses de quelques pages sur les aires régionales : Europe, face au doute existentiel ; Amérique du Nord, l'héritage Obama ; Russie et CEI, 2017, l'année charnière avant les présidentielles de 2018 qui devraient porter, sauf événement totalement imprévisible, Vladimir Poutine pour la quatrième fois au Kremlin, lui assurant un règne de 24 ans qui s'approche de celui de Joseph Staline (1927-1953) ; Amérique latine et Caraïbes, au risque de l'instabilité générale, appréciation à relativiser, seule la situation catastrophique au Venezuela pouvant faire basculer le pays dans la guerre civile ; Moyen-Orient et Maghreb, vers un rééquilibrage des rapports de forces politiques ; Afrique saharienne, l'année des trajectoires divergentes ; Asie et Océanie, sur la voie du *Smart Power* ?

Thierry de Montbrial commence ses « Perspectives » en examinant la situation de la Chine qui se trouve à un tournant de son développement et dont une grande majorité (70 %) de la population vit encore dans un état de développement d'où le coup de barre de Xi Jinping contre les barons rouges dont la richesse ostentatoire choquait la société. Les pays des Brics traversent



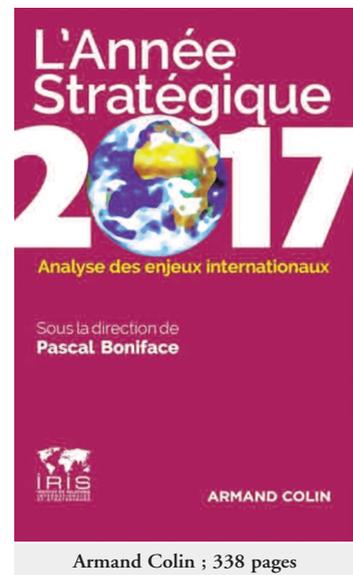
un trou dont on ne sait quand ils vont en sortir. Peut-on comparer la Russie et la Chine se demande-t-il ? Dans la première, Poutine, au sommet de la pyramide, n'a pas su – ou voulu – créer un système d'articulation de pouvoir stable, tout dépend encore trop de lui ; alors qu'en Chine, la rotation des cadres dirigeants s'effectue à un rythme décennal. En tout cas, le président russe a créé la surprise en Syrie, dont les effets sont encore plus visibles à l'orée de 2017 qu'à l'été 2016. Une autre interrogation porte sur l'Arabie saoudite qui, aux prises avec un conflit au Yémen qu'elle ne peut conclure, s'est résolue à changer de stratégie pétrolière, afin de recouvrer une marge de manœuvre financière qui lui échappait.

En jetant un regard sur les différents théâtres régionaux, le directeur de l'Ifri constate qu'il n'existe nulle part un équilibre des forces ou de systèmes de sécurité collective, ni en Asie du Sud-Est, ni au Moyen-Orient. Alors que l'Europe vivait sur une île relativement protégée des soubresauts du monde dans lesquels elle ne voulait pas s'impliquer, en dehors de la France et accessoirement de la Grande-Bretagne, la voilà rattrapée par la crise des migrants, le choc du *Brexit*, sa désunion intérieure, au point de se demander si elle survivra. L'Europe en a traversé des crises depuis sa fondation, mais jamais on ne s'est interrogé ainsi sur sa pérennité. Pour lui, le plus grand danger qui pèse aujourd'hui sur l'Europe n'est pas l'échec de Schengen – qui est réparable – ou le *Brexit*, mais le malentendu persistant entre la France et l'Allemagne, la première accusant la seconde de mercantilisme et la seconde reprochant à la première son incapacité persistante depuis des décennies à accomplir des réformes structurelles... On verra si le *Brexit* est ce coup de pied dans la fourmilière qui permettra à l'UE de se rebâtir et de mieux répondre aux attentes de ses citoyens. Dans tout cela, la mondialisation doit être raisonnable, il convient d'en réduire les dimensions tout en accroissant celles de la gouvernance, comme l'a montré le succès de la Cop 21 de Paris.

Pascal Boniface s'interroge sur les aléas de la communauté internationale, surtout dans l'optique de l'après-Obama. On remarquera son jugement sur la Russie « forte mais isolée », un point de vue assez paradoxal car, en dehors du monde occidental, Moscou n'est pas si isolé que cela. C'est plutôt sur le déséquilibre entre projection stratégique à l'extérieur et état de faiblesse de l'économie qu'il aurait fallu insister.

### Les enjeux pour 2017

*Ramses 2017* met donc l'accent sur trois questions clés : 1) La sécurité et le terrorisme, phénomènes récurrents qu'il s'agit de replacer dans leur contexte global, articulant autant que

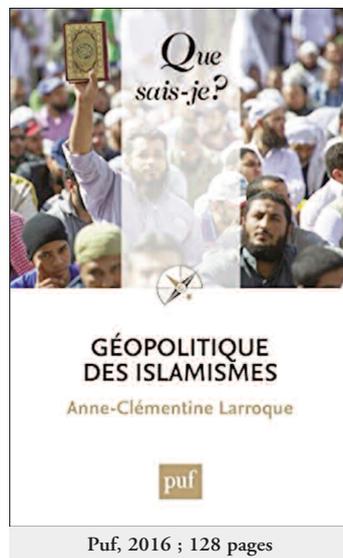


nécessaire, diplomatie, action civile et action militaire. 2) L'explosion du Moyen-Orient, dont on peut se demander quand elle a commencé mais surtout quand et sur quoi le processus s'achèvera. 3) Peut-on sortir du *spleen* européen ? À ces trois grands thèmes traités en profondeur, *L'année stratégique* qui procède à une description par aires géographiques au nombre de sept, ajoute trois thèmes thématiques en s'interrogeant sur 4) l'utilisation de l'outil militaire, 5) l'enjeu de la croissance, 6) les espoirs climatiques et les inquiétudes énergétiques.

- **Sécurité : combattre la terreur**

Un très petit nombre d'États, parmi lesquels la France et accessoirement la Grande-Bretagne, conduisent aux côtés des États-Unis, une stratégie intégrale contre la terreur, la Russie, œuvrant exclusivement en Syrie, afin de consolider le régime de Bachar el-Assad, jugé le seul rempart existant contre les mouvements terroristes. Les diverses interventions françaises dans le Sahel, en Syrie et en Irak, ainsi que les incursions des forces spéciales en Libye sont passées au crible, comme l'est également la lutte menée sur le territoire national. Parmi ces différentes contributions signalons l'analyse des divers articles du Traité de Lisbonne portant sur la solidarité européenne en matière de défense et de sécurité. L'article 42-7, jamais mis en œuvre, auquel la France a fait appel plus au plan symbolique que concret, va encore plus loin que l'article 5 du Traité de l'Otan qui, en cas d'agression contre un des membres de l'Alliance, demande aux autres membres de mettre en œuvre, « telle action qu'elle jugera nécessaire », alors que l'article 42-7 énonce qu'en cas d'attaque contre un État-membre, les autres doivent répondre au maximum de leurs capacités. En fait, en faisant appel à la solidarité des Européens, la France entendait signifier qu'elle menait en Afrique et au Proche-Orient des missions d'intérêt européen, qu'ils ne devaient pas l'oublier, ni s'attendre à ce que la France supporte seule la charge de ces investissements, étant le 3<sup>e</sup> contributeur ayant effectué entre octobre 2015 et janvier 2016, 700 frappes (5 % du total). On trouvera d'ailleurs un bilan complet de ces opérations aériennes en Syrie et en Irak, en comparant celles menées par la coalition d'une soixantaine de pays conduits par les États-Unis et celles de la Russie (une soixantaine par jour jusqu'à l'été 2016).

Il n'est pas toujours facile, pour le non spécialiste, de déterminer à quelle mouvance se rattachent les divers mouvements agissant sur divers théâtres que ce soit en Europe ou dans le Proche et Moyen-Orient. Comment différencier islamistes, quietistes ou politiques, wahhabites, salafistes de diverses obédiences, djihadistes ? Anne-Clémentine Larroque y répond de manière fort claire dans



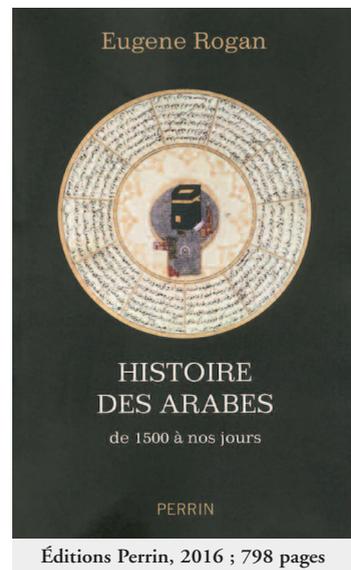
*Géopolitique des islamismes* (Que Sais-je n° 4014). Au terme de ses descriptions, elle livre un bilan somme toute relativement optimiste.

« L'internationalisation de la confrérie des Frères musulmans, du mouvement wahhabo-salafiste, du Tabligh ou encore du Tahrir, la constitution de structures islamiques reconnues par l'ONU comme l'*Islamic Relief Worldwild* (Secours international islamique) l'émergence de l'islamisme radical djihâdiste, montrent à quel point il est formellement impossible d'évoquer aujourd'hui une "Internationale islamiste" homogénéisée. Cependant les islamistes se sont adaptés et ont intégré les mécanismes et les structures du système mondialisé. Si l'islamisme politique a en partie échoué, les sociétés du monde musulman vivent une islamisation continue et profonde depuis quarante ans. L'islamisme social aurait donc eu raison de l'islamisme politique. Comme les frontières s'avèrent aujourd'hui poreuses entre les différents types d'islamismes, il convient de souligner un dernier point avec insistance : les islamismes du monde contemporain peuvent se résumer à la représentation qu'*Al-Qaïda* a diffusée sur ses propres actes, depuis septembre 2001 ou que l'EIIL impose médiatiquement aujourd'hui. La mise en scène hollywoodienne et sanglante fait partie intégrante de sa stratégie de communication. Néanmoins, la lecture du monde offerte par les autres branches des islamismes contemporains, ouvre à bien d'autres perspectives intellectuelles, politiques, économiques ou sociales que des attentats-suicides perpétrés par des *kamikazes* ».

#### • Moyen-Orient, monde arabe en feu

Depuis les mal nommés « printemps arabes », cette vaste région qui, selon les définitions s'étire de la Mauritanie jusqu'à l'Indus, Pakistan compris, est en proie à des convulsions et des affrontements dont nul ne peut prédire l'issue. Pour le lecteur désirant prendre du champ et saisir la profondeur historique du monde arabe, la réédition en format poche de l'ouvrage classique du grand historien d'Oxford mondialement connu, Eugène Rogan, *Histoire des Arabes de 1500 à nos jours*, tombe à point nommé. Pour mieux comprendre la portée de ces événements, ce livre offre une somme sans précédent, s'ouvrant avec la bataille de Marj Dabiq (24 août 1516) où les Ottomans écrasent l'Empire mamelouk égyptien, à l'invasion de l'Irak par Bush en passant par l'expédition d'Égypte de Bonaparte ou les deux guerres mondiales.

Une centaine de pages est consacrée à la période de l'après guerre froide, une période, qui contrairement aux apôtres de la théorie de la « fin de l'histoire » n'aura pas été particulièrement



calme. On s'attendait alors à une évolution plus pacifique. À l'automne 1989, Hafez el-Assad s'était rendu à Moscou et avait pressé Mikhaïl Gorbatchev de lui livrer des armes sophistiquées pour rétablir l'équilibre stratégique avec Israël. « Nous ne jouons pas à ce petit jeu » lui répliqua le *leader* soviétique. L'OLP s'inquiéta également du moindre soutien apporté à sa cause. Une nouvelle époque s'ouvrait au Proche-Orient, avec ce retrait de la Russie de cette zone d'action privilégiée. La porte était ouverte aux interventions occidentales, américaines surtout, avec les résultats que l'on voit. Pourtant, si Eugene Rogan est un remarquable historien, ses qualités de géopoliticien (c'est-à-dire de celui qui peut décrypter l'avenir), comme on l'a vu, ont été prises en défaut. Encore sous l'euphorie des « printemps arabes » il terminait par ces mots, en 2012, la postface de son ouvrage : « Pendant cinq siècles, les Arabes ont dû s'adapter au monde moderne en se pliant à des règles imposées de l'extérieur : en 2011, ils ont rompu avec le sentiment de n'être "rien de plus qu'un petit pion sur l'échiquier mondial" comme l'écrivait Samir Kassir en 2004. Après l'an I de la révolution, les Arabes vont aspirer à de nouvelles libertés chez eux et à une plus grande reconnaissance internationale en prenant leur part dans les évolutions si rapides du monde au XXI<sup>e</sup> siècle »...

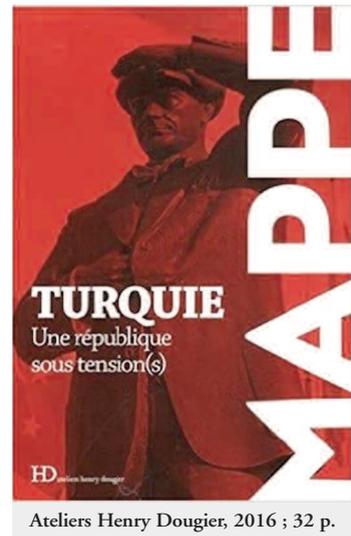
Plusieurs articles font donc le point des diverses guerres en cours (Syrie, Irak, Libye), comme de la situation interne d'un certain nombre de pays clés (Égypte, Arabie saoudite, Algérie, Tunisie...). Dans un article « chapeau » dans *Ramses 2017*, Denis Bauchard se demande de façon, il faut le dire, rhétorique, si la décomposition actuelle annonce la recomposition. Que faire, en effet, face au désarroi des gouvernements, aux engagements des acteurs régionaux (en Syrie, l'Iran mobilise plus de 20 000 combattants au sein de milices chiïtes, composées de « volontaires » afghans, irakiens) alors que, face à la détermination russe, l'Occident s'est montré pusillanime. Nous sommes face à un avenir incertain et pour longtemps. L'Égypte reste très vulnérable et la politique de ses autorités nourrit la radicalisation des Frères musulmans. Malgré l'aide financière que continue à lui prodiguer l'Arabie saoudite, bien qu'à des niveaux réduits, l'Égypte où François Hollande s'est rendu deux fois en un an, s'est beaucoup rapprochée de Moscou sur le dossier syrien et ne s'est pas résolue à envoyer des troupes au Yémen.

Les États du Golfe, notamment l'Arabie saoudite qui doit changer de modèle de développement, doivent relever le défi d'une jeunesse nombreuse et désœuvrée. Le gardien des Lieux saints de l'islam, qui abrite une forte minorité chiïte (10-15 % de sa population) enlisé au Yémen, n'est guère en passe de se réconcilier avec l'Iran. La forte baisse de ses ressources financières, passées de 246 milliards de \$ en 2014 à 162 Mds en 2015 (2016 devant se situer au même niveau), levier traditionnel d'influence, lui impose de faire des choix radicaux chez elle et dans la région. L'Iran, qui n'avait récupéré à l'été 2016 qu'un peu plus de 3 Mds de \$ de fonds gelés sur les 55 escomptés, très engagé en Syrie, même si sa mainmise sur l'Irak ne doit pas être surestimée, étend son influence sur le *Hezbollah* libanais devenu une redoutable machine de guerre. On peut se demander

si, au-delà de sa victoire sur *Daech*, la Libye, pays structurellement fracturé, ne va pas rester divisée entre Tripolitaine et Cyrénaïque. De même, il sera difficile à l'Irak de retourner à l'unité de ses trois provinces, l'autonomie du Kurdistan paraissant irréversible. La question kurde fait d'ailleurs l'objet d'un article séparé au travers de la politique de Recep Erdogan qui fait tout pour éviter la création d'un nouveau Kurdistan syrien, le Rojava, qui serait dirigé par le Parti de l'union démocratique (*PYD*) émanation locale du *PKK* qu'il s'est remis à combattre en 2015.

La politique de l'Iran et de la Turquie au cœur du monde arabe fait, par ailleurs, l'objet d'une analyse originale de François Nicoulaud (ancien ambassadeur en Iran) dans *L'état du monde 2017* qui, à l'époque où il écrivait, dressait un tableau relativement sombre des interventions turque et iranienne au cœur du monde arabe : « malgré les atouts dont ils disposent, ni l'un, ni l'autre n'est arrivé à faire pencher la balance en leur faveur, ils ne sont jamais parvenus à travailler durablement à des objectifs communs », un jugement en partie invalidé par la chute d'Alep le 15 décembre 2016, même s'il restera beaucoup à faire pour restaurer la paix en Syrie. Un article de *Ramses* passe en revue les relations Allemagne-Turquie, qui s'inscrivent dans un faisceau d'interdépendance allant bien au-delà de l'accord Merkel-Erdogan sur les migrants : l'Allemagne compte 3 millions d'habitants d'origine turque (60 % des musulmans d'Allemagne sont d'origine turque) et 5,5 millions de touristes allemands se rendent en Turquie, les échanges entre les deux pays s'élèvent à 27 milliards d'euros.

On trouvera une synthèse sur la Turquie dans la collection MAPPE, *Turquie, une république sous tensions(s)*, ouvrage en accordéon qui présente l'originalité, en se dépliant, d'offrir une carte géante du pays (99 x 69 cm) indiquant les principaux facteurs économiques (ports, barrages zones touristiques) et la problématique kurde, avec les lieux d'affrontement armée turque-*PKK* depuis mars 2013. Le contexte régional n'est pas en reste, avec la carte du territoire du gouvernement régional du Kurdistan en Irak, les itinéraires qu'empruntent les flux de réfugiés, les passages entre la Turquie et la Syrie, ainsi que la répartition des différentes zones existantes à l'été 2016 en Syrie. Une série de brefs articles font le point sur plusieurs questions clés (« De l'empire à la république » ; « Le turc, une langue d'unité et de domination » : on dénombre une quarantaine de langues appartenant à la sous-famille turque de la famille altaïque ; « Islam et islamisme »). Est relaté la bataille de Cizse, une ville frontière avec l'Irak, brièvement occupée par les jeunes guerriers du *PKK*, que l'armée turque a reprise puis rasée au



début de mars 2016. On apprend que Mossoul, la deuxième ville d'Irak, pour laquelle Ankara a quelques visées, n'a été abandonné par la Turquie qu'en 1926.

La déstabilisation du Moyen-Orient est largement le produit d'une crise profonde du monde arabe et musulman – que l'on perçoit en Algérie ou en Tunisie, un monde musulman déchiré par la *fitna*, la discorde. Et où la *hougra*, oppression exercée par celui qui a le pouvoir sur celui qui ne l'a pas, est profondément ancrée dans la profondeur de ces sociétés, au point que ce mot ait franchi les frontières. C'est à une conclusion fort proche qu'aboutit Alain Gresh (ancien rédacteur en chef du *Monde diplomatique*) dans *L'état du monde* en se demandant si les grandes puissances peuvent vraiment régler les problèmes du Proche-Orient. Jean-Pierre Filiu, professeur en histoire du Moyen-Orient à Sciences Po Paris, analyse le rôle des services de renseignement, les fameux *moukhabarates*, qui, pris de court par les mouvements populaires, se sont rebâtis une légitimité en se réorientant dans la lutte contre le terrorisme, ce qui leur vaut l'appui des puissances étrangères.

Dans *L'année stratégique*, Didier Billon, outre la liste des conflits en cours, se penche sur le mouvement palestinien en se demandant si on est à la veille d'une troisième *Intifada*, ce qui ajouterait au chaos régional actuel. La préoccupante décomposition de la situation est l'expression de la réaction désespérée d'une nouvelle génération de Palestiniens ne supportant plus ni l'arrogance israélienne, ni l'échec de la stratégie politique mise en œuvre par l'Autorité palestinienne. Le fait que Benyamin Netanyahu, en donnant l'autorisation de tirer sur les « terroristes » – certains ont à peine 13 ans –, ait transformé les attaques au couteau en attentats-suicides, démontre l'inanité de la politique israélienne et ouvre probablement une longue période d'affrontements.

Dans *Monde arabe, le grand chambardement*, Yves Aubin de La Messuzière (ancien ambassadeur en Irak et en Tunisie, ancien Directeur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au Quai d'Orsay), livre une synthèse fort complète, élégamment rédigée, de la situation régionale, dont les conclusions semblent toutefois plus mesurées, voire traditionnelles, que celles de son collègue Denis Bauchard. Que conclut-il au terme de son parcours des ressorts des révoltes arabes, de l'échec de l'islam politique, du djihadisme en expansion, de la tragédie syrienne, du conflit plus géopolitique que religieux entre sunnisme et chiïsme ? Il observe tout d'abord, comme l'ensemble des observateurs, que, pour les États-Unis, le Proche-Orient a représenté une véritable malédiction alors que, pour la Russie, elle a été un succès,



marquant son retour « impérial », toujours ce mot, comme si le Kremlin avait la nostalgie de l'Empire !

Il conclut donc que « les équilibres géostratégiques bousculés par les révolutions s'en trouvent modifiés, sans pour autant que les principaux fondamentaux soient remis en cause. Les frontières imposées par les puissances coloniales au Levant, il y a précisément un siècle, seront maintenues et on peut d'ores et déjà écarter l'instauration d'un "Sunnistan" à cheval sur l'Irak et la Syrie, d'un État alaouite ou d'un État kurde, scénarios auxquels s'opposeront l'ensemble des acteurs régionaux et internationaux. Le dogme de l'intangibilité des frontières s'imposera »... Le mouvement vers plus de démocratie, d'État de droit, de pluralisme, de lutte contre la corruption est inéluctable mais s'inscrira dans le temps long. Trois facteurs principaux y contribueront que sont l'éducation généralisée, l'urbanisation et le développement des réseaux sociaux favorisant l'ouverture au monde. En opposition au repli sur des allégeances identitaires, confessionnelles ou ethniques, on assistera à l'affirmation de l'individu et, partant, à la citoyenneté à laquelle aspirent tout autant les hommes et les femmes des nouvelles générations. La stabilité interne de ces pays passera par une culture du compromis, comme le démontrent les exemples tunisien et marocain qui ont ouvert la voie d'une modernisation politique.

Si l'avenir du Proche et Moyen-Orient devrait être façonné par les seuls États-Unis et la Russie, aidés ou relayés par quelques puissances régionales – Turquie et Iran, au premier chef, Arabie saoudite et Égypte, dont le rôle n'apparaît pas encore saillant –, quel rôle sera dévolu à l'Europe ? Son jugement paraît ici sans appel : l'Union européenne, qui se divise sur les différentes crises de la région, ne pèsera donc guère dans la solution politique du conflit syrien, qui se résumera probablement à une entente russo-américaine. Les ambitions de l'Union pour la Méditerranée (UPM) d'initiative française, qui rassemble les 28 États européens et les pays arabes de la rive Sud, apparaissent décalées, voire sans objet, dans le contexte des bouleversements de la région arabe. Le dialogue euro-méditerranéen est à reconstruire avec les États et les sociétés civiles de l'autre côté de la Méditerranée.

- **Projet européen : entre détricotage et nouveau projet**

L'Europe fait face, depuis quelques années, à une multicroise, dont les divers volets s'accumulent les uns sur les autres sans que les premiers aient été résolus. Si cette constatation est désormais générale et que les termes pour la désigner ne manquent pas, le diagnostic de cette crise systémique n'est en revanche pas aussi simple à dresser qu'il n'y paraît. Doit-on incriminer les élargissements successifs, qui ont leur part, les lacunes persistantes en matière de l'approfondissement de la construction européenne, c'est-à-dire de ses procédures de décision trop complexes, opaques, trop éloignées des préoccupations des citoyens comme l'explique Philippe Moreau-Desfarges ? Cet observateur averti de la scène européenne depuis près d'un demi-siècle constate, non sans tristesse, que « la construction européenne se fait

contre les nationalismes lyriques, les individus charismatiques, les jeux politiques ». L'Europe unie, machine techno-bureaucratique, procède par normes, avec un langage rébarbatif, mais l'ONU tout aussi bien peut-on ajouter. D'où cette montée de l'euroscpticisme et de l'extrême-droite. Depuis 2014, on compte 174 députés euroscptiques (23,2 %) au Parlement européen. Il en résulte un grave dilemme car toute réforme institutionnelle de l'UE nécessiterait un référendum pratiquement condamné d'avance.

Le débat sur l'Europe est pratiquement au point mort. Or il conviendra bien, un jour, de trouver une réponse à la question de la finalité européenne – question posée depuis la Conférence de Messine de 1955. Quelle Europe voulons-nous ? Une zone de libre-échange ou une confédération d'États-Nations, car aujourd'hui peu d'hommes politiques préconisent encore une fédération européenne. Si l'on passe en revue quelques-unes des grandes politiques communes de l'UE, que constate-t-on ? La politique commerciale est au bord de la paralysie, pas tellement en raison de la complexité des accords commerciaux et de la longueur de leur négociation (8 ans pour l'accord avec le Canada, CETA) que du fait que le Traité de Lisbonne ait donné plus de voix aux parlements nationaux, ces derniers devant ratifier tout accord international traitant de domaines dans lesquels l'UE n'a pas de compétences exclusives, accords dits « mixtes ».

À l'heure où le *Brexit* s'est focalisé sur la question de la liberté de circulation, il est bon de garder à l'esprit quelques éléments fondamentaux. En 2015 – et parfois bien avant – nombre de responsables européens ont signé l'acte de décès du système Schengen, qui organise la libre-circulation des personnes entre 22 États de l'Union européenne (UE) et 4 États associés, soit 420 millions d'habitants. L'article 20 du Traité sur l'Union européenne déroule une liste non exhaustive des droits liés à cette citoyenneté. Y figurent, entre autres, le droit de circuler et de séjourner librement sur le territoire des États-membres, le droit de vote et d'éligibilité aux élections européennes et municipales, le droit à la protection des autorités diplomatiques et consulaires d'une autre État-membre, ainsi que le droit de pétition au Parlement européen, le droit de recourir au médiateur européen et de s'adresser aux institutions dans une langue officielle de l'Union.

Malgré toutes ses insuffisances et imperfections, l'Europe n'en demeure pas moins indispensable, même s'il convient de la transformer. Car que se produirait-il en cas de détricotage ? Les États européens, livrés à eux-mêmes, seraient privés de ce qui les tire, de ce qui les oblige à évoluer depuis des décennies – pour la France, depuis 70 ans. Ils pourraient se libérer du « père fouettard » européen, mais cette liberté sans substance susciterait immédiatement la méfiance des marchés et surtout l'incompréhension du reste du monde. Les Européens auraient détruit ce qui leur permettait de peser à nouveau, par eux-mêmes, sur la scène internationale.

Les « micro-nationalismes » s'engouffreraient très probablement dans la brèche de l'abandon du projet européen. Jusqu'à présent, le cadre européen,

s'il peut encourager ces phénomènes – l'indépendantisme écossais présente l'UE comme l'avenir d'une Écosse souveraine – les retient aussi : nul ne pouvant ignorer que l'accès à l'indépendance ne garantit pas l'entrée automatique dans l'Union.

L'Europe unie peut-elle rebondir sur une voie qui reste pour le moment une ébauche, une hypothèse, celle d'une Europe à géométrie variable ou à plusieurs vitesses, une Europe des projets ? Peut-être... Une telle Europe aurait pourtant diverses faiblesses. Les espaces juridiques garderaient leur spécificité, cette fragmentation entravant l'échange et la circulation. L'extérieur pourrait continuer à exploiter les divergences de points de vue entre États-membres. Une telle Europe « à la carte » ne serait plus un projet global.

La configuration géopolitique mondiale est en plein bouleversement. L'axe du monde s'installe au milieu du Pacifique. Si l'Europe ne veut pas être marginalisée, elle doit s'interroger sur les conditions d'un rééquilibrage. L'immense étendue qui s'étire de la Scandinavie à l'Afrique australe, de l'Atlantique à l'Asie centrale peut-elle se constituer en un espace d'échanges, de coopération et de gouvernance, l'UE en étant peut-être le moteur et le centre ? L'Europe a été d'une certaine manière sauvée d'elle-même à l'issue d'une seconde guerre de Trente ans (1914-1945). Elle ne le sera probablement pas une seconde fois.

7 JANVIER 2017

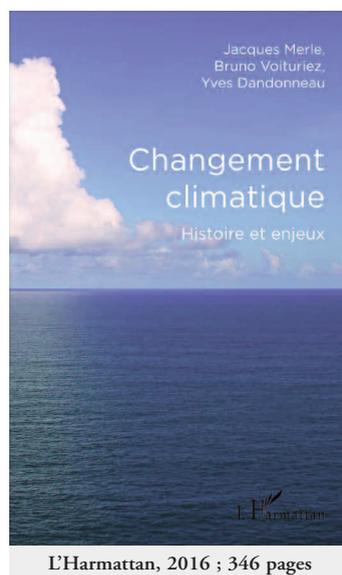
# Le monde qui vient (3/4)

## Parmi les annuaires stratégiques 2017, atlas et synthèses géopolitiques

### Le monde en question

Dans sa 3<sup>e</sup> partie, le rapport *Ramses* passe en revue une série de questions qui ont été sur le devant de la scène internationale, dont l'actualité n'a guère disparu ; bon nombre de ces questions sont également évoquées par *L'année stratégique* et *L'état du monde*. La grande question des migrations fait l'objet d'un examen assez complet (« L'asile en Europe : un avenir incertain », « Les migrations face au défi identitaire en Europe », « La crise des réfugiés en Allemagne, une deuxième chute du mur ? »). Mentionnons ici une récente étude du *Global Institute* de McKinsey indiquant que les 247 millions de personnes et leurs familles exerçant un métier, soit 3,4 % de la population mondiale, contribuent à hauteur de 9,4 % du PIB mondial – 6 700 milliards de \$, l'équivalent du PIB du Japon et de la France réunis. Les envois aux familles, les rémittences, 580 Mds de \$ en 2014, sont bien supérieurs aux flux de l'aide publique au développement.

Les questions climatiques et énergétiques, au lendemain de l'Accord de Paris sur le dérèglement climatique du 12 décembre 2015, sont abondamment traitées dans les divers annuaires. Chacun estime que l'objectif d'une hausse des températures de 1,5° C est d'ores et déjà hors d'atteinte : de fait, l'année 2016 aura été la plus chaude jamais enregistrée et la hausse des températures enregistrée depuis 1750 a atteint déjà 1,2° C. Parmi les nombreux livres traitant de cette question, la plupart publiés avant la Cop 21 de Paris (30 novembre–12 décembre 2015), signalons le *Changement climatique, Histoire et enjeux* de Jacques Merle, Bruno Voituriez et Yves Dandonneau. Son grand mérite est de mettre à la



disposition d'un lectorat non spécialiste, mais doté d'un minimum de bagage scientifique, les bases de la discipline scientifique climatique en en décrivant les pionniers, en premier lieu Joseph Fourier (1768-1830) qui, dès 1824, écrivait que « la transparence des eaux et celle de l'air paraissent concourir à augmenter le degré de chaleur acquise... ». Tous les éléments constituant le système climatique sont passés en revue : le soleil (99,99 % de toute l'énergie apportée à notre environnement, l'énergie géothermique, issue des réactions nucléaires des profondeurs du manteau terrestre en fournissant le solde), l'atmosphère, qui comprend la troposphère et la stratosphère, l'océan (70 % de la surface de la Terre, qui stocke 97 % de l'eau contenue sur la surface de la Terre) qui emmagasine 50 % de l'énergie arrivant du sommet de l'atmosphère. Moins connue est la cryosphère, ensemble des surfaces englacées, qui couvre 14 % de la surface de la Terre, on sait que les calottes glaciaires sont les archives du climat. Lithosphère et biosphère complètent ces éléments dont les interactions ont fait l'objet d'études de plus en plus pointues depuis *L'année géophysique internationale (1957-1958)* qui a joué un rôle pionnier.

Ainsi la climatologie « stable » des années 1950-1960 – celles des services météorologiques, des géographes – est peu à peu devenue dynamique et surtout prospective, d'où cette distinction sous forme de boutade : le météorologue prévoit le temps de demain, le climatologue, le climat de la fin du siècle. On suivra avec intérêt la manière dont a été constitué le puzzle du climat par le rapprochement entre météorologues et océanographes. La teneur en gaz carbonique de l'atmosphère a commencé à être mesurée avec précision, ce qui a conduit à partir de 1979 à l'hypothèse d'un changement climatique d'origine humaine. En fait, ce qui a donné à cette science naissante du climat sa crédibilité c'est, à la fois les observations par satellites et surtout, les capacités de modélisations rendues possibles par des ordinateurs de plus en plus puissants. On est passé très vite de la science à la politique avec la création du GIEC en 1988, qui avait été précédé par la Conférence de Stockholm sur l'environnement. Toute cette histoire de l'action mondiale en matière climatique est fort bien décrite par les auteurs, qui retracent le chemin effectué par les Cop, le Protocole de Kyoto (1997) jusqu'à l'Accord « historique » de Paris du 12 décembre 2015.

Bien des choses dépendront de la nouvelle diplomatie énergétique de la Chine dont personne ne pensait il y a dix ans qu'elle deviendrait le *leader* mondial des investissements dans les énergies renouvelables dont le montant atteint 286 milliards de \$ en 2015. Doté de 13 % des réserves de charbon du monde, 4<sup>e</sup> producteur de pétrole du monde, disposant d'un réel potentiel gazier dans le domaine des renouvelables, le pays est devenu importateur net de pétrole dès 1996 et ne subvient plus à ses besoins en charbon depuis 2009. D'ici 2040 sa consommation devrait augmenter d'un tiers. Bien des inconnues persistent dans le domaine du marché pétrolier, certains experts prévoient que le marché viendra à manquer d'ici 2020 de 4 à 5 millions de b/j, alors que d'autres pensent que, du fait de la

transition énergétique, ce n'est plus à un pic de l'offre que l'on devrait s'attendre, mais à un pic de la demande.

Les grands pays du Brics sont passés en revue, surtout la Russie qui, face à une nouvelle « question d'Orient », déploie une stratégie nationale bien comprise. On peut discuter de certains jugements formulés comme celui-ci ; la Russie de Vladimir Poutine n'a pas de projet, ni de modèle politique pour le Moyen-Orient. Elle y poursuit une politique guidée par ses seuls intérêts et n'a pas d'alliés permanents dans la région : les alignements de Moscou servent avant tout ses intérêts régionaux et, en toile de fond, ses objectifs internationaux. Alain Gresh précise que le coût de l'opération militaire syrienne de la Russie reste relativement limité – environ 3 Mds de dollars prévus pour l'année 2016 sur un budget militaire de 44 Mds. La Russie a aussi pu installer une base militaire moderne à Lattaquié, sa première base permanente dans la région depuis la fin de son alliance avec l'Égypte. Pourtant Moscou connaît aussi les limites de son intervention.

De son côté, dans son article fort articulé, Andreï Gratchev, le conseiller de presse de Mikhaïl Gorbatchev, ne cache pas une dose de scepticisme à l'égard de la ligne extérieure poursuivie par Moscou « Se considérant en état de guerre politique avec le monde occidental, le régime poutinien n'hésite pas à chercher le soutien des différents courants politiques et régimes prêts à contester l'ordre international actuel. Il s'agit d'une coalition hétéroclite composée de nationalistes et souverainistes de tous bords et de dirigeants de régimes autoritaires qui trouvent dans la Russie actuelle, non seulement un allié de circonstance mais un modèle à imiter ». Le « projet conservateur » de Vladimir Poutine séduit l'extrême-droite européenne et des courants anti-occidentaux dans d'autres régions du monde.

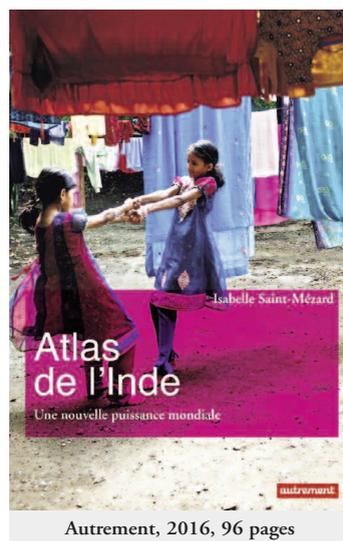
Les mécanismes de coopération avec l'Occident sont grippés. Les Sommets Russie-UE ne sont plus organisés – le dernier remonte à janvier 2014 – et Poutine a refusé de participer au sommet nucléaire de Washington fin mars-début avril. À la première réunion du Conseil Otan-Russie depuis deux ans (avril 2016), les parties ne sont arrivées à aucun compromis. Aucune consultation substantielle ne semble possible avant le Sommet de l'Otan à Varsovie. Le 31 décembre 2015, Poutine a avalisé une « nouvelle stratégie de sécurité » : « le renforcement de la Russie et l'autonomie de sa politique extérieure rencontrent l'opposition des États-Unis et de leurs alliés qui tentent de maintenir leur domination sur les affaires mondiales ». Dans cette logique, contraindre l'action occidentale (y compris au plan militaire), chercher à mettre à l'épreuve les solidarités adverses (dans l'Otan, entre les membres fondateurs et les nouveaux membres de l'UE, entre élites et opinions européennes, etc.), créer ou renforcer les organisations dont l'Occident est absent (Brics, Organisation de coopération de Shanghai) est de bonne guerre.

Parmi les pays appelés à jouer un rôle croissant dans les années à venir figure incontestablement l'Inde, non seulement par ce qu'elle est appelée à ravir à la Chine la place de première puissance démographique mondiale, mais surtout parce

que son positionnement géostratégique, au centre méridional de l'Eurasie et ses amitiés éclectiques font qu'elle sera de plus en plus courtisée par les autres puissances. Si affrontement – au moins commercial, ainsi qu'en mer de Chine méridionale – il devait y avoir entre Washington et Beijing, chacun des acteurs fera en sorte que l'Inde soit la plus amicale possible. Certes, Narendra Modi n'a pas été en mesure d'opérer une véritable modernisation tant de l'administration que de l'économie indienne, celle-ci a pourtant atteint un taux de croissance de 7,6 % durant l'année 2015-2016. Avec 44 Mds de \$ d'investissements directs étrangers en 2015 (35 Mds en 2014), l'Inde est devenue l'un des 10 pays les plus attractifs du monde. Les défis à relever sont immenses : au premier rang créer du travail pour les 10 à 12 millions de jeunes qui arrivent sur le marché de l'emploi chaque année, alors que là où il avait promis d'allouer 6 % du PIB à l'Éducation, le gouvernement n'en a alloué que 4 %.

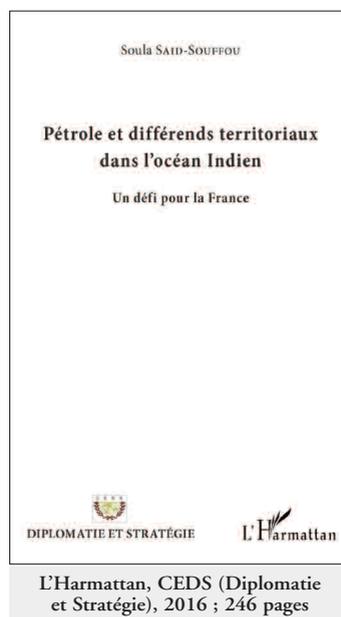
*L'Atlas de l'Inde, une nouvelle puissance mondiale*, d'Isabelle Saint-Mézard, complète ces indications : chaque année, l'Inde compte 18 millions de personnes de plus, ce qui représente le quart de l'accroissement démographique mondial. Parmi les défis notons celui de l'énergie, devenue une préoccupation centrale car le pays est doté de faibles ressources. Son mix énergétique (44 % de charbon, 23 % de pétrole, 6 % de gaz, 1 % de nucléaire et 2 % de renouvelables) laisse une part très grande à la biomasse (24 %) avec tous ses effets néfastes. L'Inde souffre d'un déficit commercial régulier (2,1 % du PIB) mais, en contrepartie, elle bénéficie d'une diaspora importante, la seconde dans le monde, après la chinoise, avec plus de 28 millions de personnes. Pour le lecteur de la revue, c'est la dernière partie de l'atlas « Les grands défis stratégiques » qui est la plus suggestive avec sa carte des 3 cercles, celui du voisinage immédiat (Afghanistan, Pakistan, Népal, Bhoutan, Bangladesh, Sri Lanka, Myanmar, Thaïlande et Singapour) avec une extension vers les îles à peuplement indien que sont les Maldives, les Seychelles et Maurice. Le deuxième cercle est celui du voisinage élargi (qui comprend la Russie, la Chine, le Japon, l'Indonésie, l'Australie). Le troisième cercle étant celui de l'espace mondial.

Deux conflits ou affrontements opposent Inde et Pakistan, au sujet du Cachemire (on a évoqué auparavant le glacier de Siachem) et la frontière sino indienne. Dans le secteur Ouest, l'Inde revendique le plateau de l'Aksai Chin (38 000 km<sup>2</sup>), elle réclame aussi la vallée de Shaksgam (5 000 km<sup>2</sup>) cédée par le Pakistan à la Chine. Dans le secteur Est, c'est la Chine qui revendique l'essentiel



de l'Arunachal Pradesh (90 000 km<sup>2</sup>). En dépit de sa stratégie traditionnellement continentale, l'Inde développe, depuis les années 1990, une marine océanique visant à lui assurer la maîtrise de l'océan Indien, avec la volonté de se doter notamment de trois groupes aéronavals d'ici 2020. Ne dispose-t-elle pas de 7 500 km de côtes et d'une ZEE de 2,3 millions de km<sup>2</sup> ? Significative est la liste des partenaires stratégiques de l'Inde : la France qui a ouvert la voie en signant le premier accord de ce type en 1998, suivie de la Russie (2000), de l'Allemagne (2001), du Royaume-Uni et des États-Unis (2004), de la Chine (2005), du Japon (2006), des EAU et de Singapour (2015), Israël étant un important fournisseur d'armes sophistiquées.

L'océan Indien est souvent présenté comme un carrefour stratégique au cœur de la mondialisation. Il n'est qu'à consulter un des atlas susmentionnés pour s'en convaincre. Longtemps appelé « océan Oriental » ou « mer des Indes », il s'étend sur une surface de 75 000 000 km<sup>2</sup>. Il est limité au Nord par l'Inde, le Pakistan et l'Iran, à l'Est par la Birmanie, la Thaïlande, la Malaisie, l'Indonésie (îles de Sumatra, Java, Bali, Sumbawa et Sumba) et l'Australie, au Sud par l'océan Austral et à l'Ouest par l'Afrique et la péninsule Arabique. Soula Said-Souffou aborde l'ensemble des questions géopolitiques de cet espace dans son ouvrage qui va bien au-delà de son titre *Pétrole et différends territoriaux, un défi pour la France* (L'Harmattan CEDS, Diplomatie et Stratégie, 2016 ; 246 pages). Rappelons que la zone océan Indien dans son ensemble concentre quatre des points de passage maritime les plus importants du monde (le canal de Suez, le détroit de Babel-Mandeb, le détroit d'Ormuz et le détroit de Malacca). Les marins d'autrefois ont donné à la France de nombreux territoires dans l'océan Indien. Les principaux sont : les archipels de Mayotte (département de la République depuis un référendum de 2011) et les îles Éparses dans le canal du Mozambique, les îles de Tromelin et de La Réunion à l'Est de Madagascar, l'ensemble des Terres australes et antarctiques françaises (TAAF) formé par les archipels de Crozet, Saint-Paul et Amsterdam, Kerguelen et par la Terre Adélie. Ainsi dans cette région, la présence territoriale française est concentrée dans la région Sud-Ouest de l'océan Indien. L'insularité qui caractérise les possessions françaises de l'océan Indien confère à la France une zone économique exclusive dans la région de 2,7 millions de km<sup>2</sup>, soit environ un quart du domaine maritime français et neuf fois la zone métropolitaine. Ce domaine est loin d'être monolithique. En effet, la présence française peut se scinder en « deux sous-ensembles



géographiques différenciés » : une partie Nord qui est en regard de l'Afrique et de Madagascar, une partie Sud qui est baignée de sa proximité avec l'Antarctique. Qui plus est, cette région possède des dimensions relativement importantes puisqu'elle s'étend d'un axe Nord-Sud de 3 000 km et s'étire en largeur sur 2 000 km. C'est presque l'ampleur du territoire des États-Unis en Amérique du Nord, hors Alaska. On oublie souvent que la France y est aujourd'hui, le seul État européen, riverain de nombreux autres États africains, arabes, asiatiques dans l'océan Indien. La France partage, on l'a vu, des frontières maritimes avec l'Union des Comores, Madagascar ou encore l'île Maurice. C'est à la fois une chance et une immense responsabilité politique, économique et diplomatique. Le Sud-Ouest de l'océan Indien est une zone à la fois homogène géographiquement et hétérogène, politiquement et économiquement. La France est très investie sur ce dossier représentant plus de la moitié de la superficie du canal du Mozambique. Et plusieurs études ont évalué ses réserves entre 6 et 12 milliards de barils de pétrole et de 3 à 5 Mds de m<sup>3</sup> de gaz. Dans de telles conditions, « l'intérêt pour la France est de savoir s'il existe des gisements entre 1 500 et 2 000 m de profondeur qui pourraient donner lieu à une exploitation ». Les événements stratégiques les plus importants du XXI<sup>e</sup> siècle pourraient bien se dérouler dans « l'océan Indien qui, par le passé, était un vide sécuritaire mais qui fait aujourd'hui partie de l'imaginaire géopolitique étasunien relatif à sa future rivalité stratégique avec la Chine ». L'enjeu est de taille pour les eaux territoriales françaises, autour des îles Kerguelen.

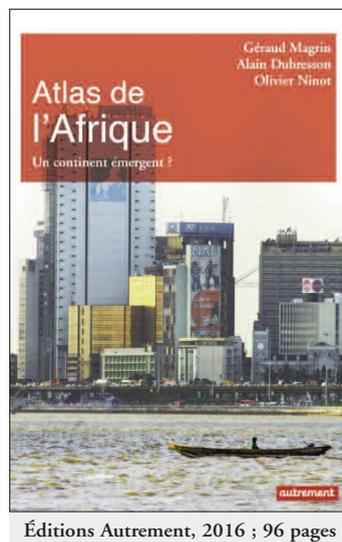
Le débat politique en Afrique continue de porter sur les « troisièmes mandats » comme l'illustre le cas de la RDC où le président Kabila, bien que son mandat ait expiré le 19 décembre 2016, se soit maintenu au pouvoir en s'appuyant sur l'argument qu'il fallait d'abord procéder à l'enregistrement complet de la population, établir des listes électorales fiables avant de procéder à une nouvelle élection présidentielle. Pierre Jacquemot dresse un panorama électoral du continent et met l'accent sur la protection sociale des jeunes. Le continent est marqué par la pluralité de ses régimes politiques : royaume (Swaziland), dictature militaire marxiste (Érythrée), républiques islamistes (Mauritanie, Gambie), anciens régimes de parti unique recyclé en régimes au parti hégémonique (Angola, Éthiopie), démocraties n'ayant jamais connu d'alternance politique (Cameroun, Gabon), démocraties avec alternance (Bénin, Sénégal, Ghana), régimes autoritaires avec élections et partis d'opposition (Togo, Ouganda, Zimbabwe), État failli avec un président élu par une petite part de la population (République centrafricaine).

Autre phénomène observé : l'inflation des législations antiterroristes. Après l'Ouganda et la Tanzanie qui ont adopté des législations antiterroristes au début du siècle après plusieurs attaques, la mode des lois antiterroristes a atteint le reste de l'Afrique. Face à l'expansion du péril djihadiste de la Somalie à la Mauritanie, ces législations se multiplient. Ces dernières années, le Nigeria, le Cameroun, le Tchad, le Kenya et la Côte d'Ivoire ont tous adopté des lois antiterroristes criminalisant le terrorisme et l'apologie du terrorisme, et durcissant l'arsenal policier

et judiciaire contre les terroristes. Jusque-là rien d'exceptionnel, les Nations unies recommandant aux États de légiférer sur cette question. Mais dans les sociétés civiles et les oppositions, l'usage que des régimes autoritaires peuvent faire de ces nouveaux instruments juridiques ne laisse pas d'inquiéter. Dans ces pays, beaucoup voient la lutte antiterroriste comme un nouveau prétexte pour réduire les libertés civiles et politiques, qui, loin d'être des acquis, demeurent des combats quotidiens.

Touchées par la forte chute des prix du pétrole, les grandes nations pétrolières africaines ont fait face de manière différente. Alors que le Nigeria (la vente des hydrocarbures représente 90 % des exportations) se diversifie et favorise le *made in* Nigeria, en Algérie (96 % des exportations) persiste un blocage politique préoccupant et en Angola, deuxième producteur africain, l'économie est en chute libre. Pour l'ensemble de l'Afrique, le taux de croissance qui s'était maintenu à 5 % par an durant plus d'une décennie est tombé à 3,5 % en 2015 et devrait se maintenir à ce niveau en 2016.

*L'Atlas de l'Afrique, un continent émergent* de Géraud Magrin, Alain Dubresson et Olivier Ninot dresse un tableau général de l'Afrique dont la superficie est de 30,3 millions de km<sup>2</sup> et la population de 1,18 milliard d'habitants (15 % des 7,3 Mds d'humains), les prévisions pour 2050 fixant ces chiffres à 2,45 Mds (24 % de 9,7 Mds). Si l'émigration africaine en dehors du continent est importante et appelée à croître, les migrations internes sont également importantes puisqu'elles représentent 15,3 millions d'Africains. 32,3 millions d'Africains ont émigré en dehors de l'Afrique, ce qui représente 13 % des migrants du monde. Et les transferts d'argent représentent une proportion non négligeable des PIB de leur pays d'origine : 22,2 % pour le Lesotho, 10,5 % pour le Sénégal, 10 % pour le Cap-Vert, 6,3 % pour l'Égypte et 6,1 % le Maroc. D'où des pressions démographiques en des zones particulières comme le lac Tchad. Les auteurs examinent une gamme fort complète de questions, *stress* hydrique qui touche de 75 à 250 millions de personnes, désertification et déforestation, infrastructures, impératif énergétique, industrialisation... À la charnière des deux Afrique, le Sahara, fait figure de zone convoitée et mondialisée. Peuplé de 12 millions d'habitants, il regroupe 5 % des habitants des 10 pays qui le morcellent mais occupe 64 % de leur surface. Désenclavé depuis 1960, il est devenu depuis les années 2000, une des zones d'insécurité majeure dans le monde, le cas du Mali et de la Libye illustrant ce phénomène d'implosion des pays sahariens. L'Afrique occupe d'ailleurs une place centrale dans les marchés criminels globaux, étant devenu le *hub* mondial



des narcotrafics, ainsi qu'une zone de cybercriminalité. Anciens et nouveaux partenaires s'y disputent marchés, clientèles, appuis : l'Afrique ne représentant pas, à première vue, une priorité pour Donald Trump, la Chine y consolidera ses positions déjà solidement acquises.

Les questions économiques ne sont pas négligées par ces diverses synthèses annuelles. *L'année stratégique*, dans le sillage du discours de Christine Lagarde du 13 avril 2016, qui avait qualifiée la situation de « nouvelle médiocrité » et dénonçait le manque de coopération entre les États, se demande ce qui adviendra après la croissance. En clair, cela veut dire que depuis 2011, du fait du freinage chinois et de la panne des pays émergents (hors Inde), la machine économique mondiale tourne au ralenti à un rythme annuel de 3 % au lieu des 5-6 % des belles années précédentes <sup>(1)</sup>. En 2016, le PIB mondial aura progressé de 3,1 % et le FMI prévoit 3,4 % pour 2017 ; quant au commerce international, après la faible hausse de 2016 (2,3 %), 2017 verra une reprise avec 3,8 %.

Le monde n'en finit pas d'être confronté à une série de chocs dont le dernier en date est la baisse importante des prix du pétrole depuis la fin 2014, qui semble désormais endiguée suite aux accords de réduction de la production décidée par l'Opep fin novembre (- 1,2 million de b/j), effort auquel les non-Opep ajouteront une réduction de leur production de 588 000 b/j, dont, phénomène peu habituel, un engagement de la Russie à y contribuer à hauteur de 300 000 b/j. Les pays pétroliers, malgré leurs différends politiques (Arabie saoudite *versus* Iran), étaient acculés à l'action, leurs revenus pétroliers ayant, entre 2012 et 2016, été presque divisés par quatre, de plus de 1 200 Mds de \$ à près de 320 Mds. Le cas saoudien dit l'ampleur du défi : malgré les 598 Mds de dollars de réserves financières engrangés grâce au prix élevés du pétrole et des coûts de production parmi les plus faibles au monde, le royaume saoudien doit faire face à des contraintes structurelles qui menacent la viabilité de son économie sur le long terme.

Les analystes se sont abondamment penchés sur le cas des pays émergents dont les économies ont été analysées sous bien des angles. Il est pourtant une autre mutation qu'il convient de souligner, passée pratiquement inaperçue dans la grande presse. Durant plus de soixante ans, nous avons vécu sous l'empire d'une représentation du monde qui divisait le monde en Est, Ouest, Nord, Sud, pays développés/pays en développement, Tiers-Monde... Si la division Est-Ouest a disparu avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS, les autres catégories subsistaient encore dans les esprits et les rapports des institutions financières internationales. Or sur ce point, l'année 2016 aura vu une révolution sémantique. Dans l'édition 2016 de ses « indicateurs de développement, la Banque mondiale consacre la disparition de la catégorie des pays en développement, les pays étant désormais exclusivement regroupés par aire géographique. La principale raison

---

(1) 2 points de croissance en moins avec un PIB mondial de 78 000 milliards de \$, cela représente une diminution potentielle de croissance annuelle de 1 560 Mds de \$ soit le PIB de l'Australie ou de la Corée du Sud.

invoquée pour expliquer ce changement de pied est que la spécificité des problématiques auxquelles seraient confrontées les économies dites en développement est désormais toute relative. Pour preuve, le fait que les 17 Objectifs du développement durable (ODD) tels que définis par les Nations unies et qui font suite depuis septembre 2015 aux 8 Objectifs de développement du millénaire (ODM) s'imposent à tous les pays, quels que soient leurs niveaux de revenu et de développement, même si 31 des 169 cibles fixées pour les atteindre concernent encore exclusivement les pays en développement. »

On assiste donc à *La nouvelle géographie du développement*, titre de l'ouvrage collectif rédigé sous la direction d'Arnaud Zacharie. Cette nouvelle géographie du développement résulte d'abord du basculement économique mondial intervenu depuis 2000, phénomène bien documenté mais dont il n'est pas inutile de rappeler : le commerce mondial en 2000, il n'en représente plus désormais qu'un peu plus du tiers, tandis que le commerce Sud-Sud est passé de 13 % à 29 % durant la même période. En outre, non seulement les pays en développement attirent désormais la moitié des Investissements directs étrangers (IDE) mondiaux (contre 20 % en 2000) mais les firmes transnationales du Sud deviennent également d'importantes sources d'IDE : les IDE sortant du Sud représentaient 39 % du total mondial en 2013 contre 7 % en 2000. Les IDE Sud-Sud ont augmenté de deux tiers entre 2009 et 2013. En 2014, les firmes d'Asie émergente (Chine, Hong Kong, Singapour, Corée du Sud, Malaisie, Taïwan, Inde) ont représenté pour la première fois le premier groupe d'investisseurs étrangers dans le monde, représentant 35 % des IDE mondiaux. Illustration de l'importance croissante de l'économie Est-asiatique, la Chine et Hong Kong concentrent à eux seuls 42 % des IDE sortant du Sud, alors que l'Asie de l'Est attire 43 % des IDE destinés aux pays en développement.



Les principaux gagnants de la mondialisation sont, par conséquent, les pays émergents qui ont tiré profit du nouvel ordre industriel mondial et ont entamé un processus de convergence économique avec les pays du Nord. Depuis le début des années 2000, cette convergence a permis d'enregistrer une réduction des inégalités Nord-Sud pour la première fois depuis le XIX<sup>e</sup> siècle : l'écart de revenu entre les quinze pays les plus riches et les plus pauvres de la planète a baissé de 62,3 à 55,8 pour 1 au cours de la première décennie du XXI<sup>e</sup> siècle. Plus largement, le PIB cumulé des Brics a triplé entre 1990 et 2015 et quasiment rattrapé celui des pays du G7 – qui ne représente plus que le tiers du total mondial contre environ 30 % pour les Brics en parité de pouvoir d'achat.

Plus généralement, tous les principaux enjeux mondiaux du XXI<sup>e</sup> siècle sont liés au développement : du changement climatique à la pauvreté et aux inégalités en passant par les migrations, les pandémies, la souveraineté alimentaire et le terrorisme global. Un monde en basculement est par définition instable et dangereux. Face aux tentations de replis identitaires et au risque de conflits que ce contexte engendre, une approche renouvelée de la coopération internationale est nécessaire, afin de promouvoir la stabilité du système international tout en prenant en compte l'hétérogénéité des contextes locaux et régionaux. La particularité de notre temps est que l'avenir semble pouvoir nous réserver le meilleur comme le pire : d'une part, l'éradication de l'extrême pauvreté, de la faim, des grandes pandémies, de l'analphabétisme ou des inégalités Nord-Sud sont des objectifs qui pourraient être atteints au XXI<sup>e</sup> siècle ; d'autre part, la perspective de catastrophes climatiques et humanitaires, d'inégalités, de murs et de conflits croissants est tout aussi plausible. Une approche renouvelée de la coopération au développement a un rôle majeur à jouer dans la poursuite du premier scénario.

7 JANVIER 2017

# Le monde qui vient (4/4)

## Parmi les annuaires stratégiques 2017, atlas et synthèses géopolitiques

### Qui gouverne le monde ?

Bertrand Badie, professeur des Universités à l'IEP de Paris (Sciences Po) se livre, comme à son habitude et avec son brio habituel, à une vaste réflexion introductive qui ne manque ni de profondeur, ni d'originalité. Il écarte d'emblée les multiples thèses complotistes, qui fleurissent, plus que jamais, à tous les coins de la planète. Dans son article sur ce sujet, Dominique Vidal, journaliste et écrivain, autre maître d'œuvre de ce volume, conclut en ces termes : « On pourra conclure avec l'économiste Frédéric Lordon qu'il faut "dire des complots eux-mêmes qu'ils requièrent d'éviter deux écueils symétriques, aussi faux l'un que l'autre : 1) en voir partout ; 2) n'en voir aucune part" ». Et d'en appeler « à une pensée non complotiste des complots, c'est-à-dire aussi bien : 1) reconnaître qu'il y a parfois des menées concertées et dissimulées – on pourra les appeler des complots – et 2) refuser de faire du complot le schème explicatif unique de tous les faits sociaux, ajouter même que, de tous les schèmes disponibles, il est le moins intéressant, le moins souvent pertinent, celui vers lequel il faut, méthodologiquement se tourner en dernier... Et ceci quoiqu'il ait parfois sa place ».

Bertrand Badie se penche sur les concepts de pouvoir et de puissance, le premier étant davantage affaire de résultats que de ressources. Un État peut regorger d'instruments de puissance sans parvenir pour autant à atteindre les fins qu'il s'est fixées. Il songe bien sûr aux États-Unis qui n'ont pas gagné une guerre depuis 1945 (il n'a pas la cruauté de mentionner les victoires éclairs au Panama et sur la micro-île de la Dominique). D'où il découle que la puissance n'est que la manifestation visible et coercible du pouvoir tandis que la domination – il aurait pu dire l'autorité – exprime cette capacité effective de gouverner. On l'a vu, les exemples récents de présidents des deux côtés de l'Atlantique, qui ont vu leur autorité mise en doute... Plus intéressante est la liste des cinq paramètres du système international qui peuvent générer du pouvoir. En premier lieu, la tradition, dont on voit qu'après avoir été un peu partout mise en cause, elle revient en force. Tradition ne se résume pas au contrôle social, au patriarcat, à la division du travail entre les

sexes. Elle se réfère aux racines culturelles et religieuses des groupes humains, souvenons-nous du débat qui a porté sur les racines judéo-chrétiennes de l'Europe, que Jacques Chirac, a écarté du Préambule de la Constitution, réduisant celles-ci à leur seule dimension religieuse alors qu'il s'agit aussi, et même surtout, d'une référence culturelle plus que religieuse pour la majorité de la population. Les deuxième, troisième et quatrième paramètres, ceux du sacré, de l'État et de l'économie vont de soi. C'est le cinquième paramètre, celui de la mondialisation, qui est nouveau car, loin d'être un pur prolongement du capitalisme d'hier, celle-ci crée un paysage nouveau et surtout mobilise des paramètres de pouvoir inédits. C'est précisément ce pouvoir à l'heure de la mondialisation qui est scruté par plusieurs articles. Tous s'accordent sur la description des faits. Sur la pluralité des acteurs d'abord : États, organisations internationales, le système onusien compte une centaine d'institutions et de programmes, sociétés transnationales, ONG, opinion publique mondiale, groupes mafieux, terroristes, pseudo-États.

Sur tous ces thèmes, on trouvera des informations diverses et à jour. Pouvoir en réseaux, influences, groupes d'influence divers (Trilatérale, Bilderberg, Société du Mont Pèlerin), les « élites mondialisées » ou « nomades » se croisent et s'influencent dans divers lieux dont Davos est devenu le symbole le plus éclatant, multiplié qu'il est à la surface du globe. Plusieurs articles décryptent cette notion de réseaux, dont l'énumération se révélerait infinie précise Guy Hermet, professeur émérite à Sciences Po Paris.

Comment oublier le réseau des grandes compagnies pétrolières, ou les pays producteurs groupés dans l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et agissant souvent il est vrai – comme en Norvège ou en Arabie saoudite – en partenariat avec des sociétés transnationales. Aussi, en particulier au sein de la *Breakthrough Energy Coalition*, créée par Bill Gates et rassemblant parmi d'autres Mark Zuckerberg (Facebook), Jack Ma (Alibaba), Ratan Tata (Tata), Richard Branson (Virgin Group), Jeff Bezos (Amazon) et Xavier Niel (Free). Il va de soi que les réseaux financiers et bancaires représentent, de la même façon, des puissances d'un rang supérieur à celui de la plupart des États petits et moyens. D'autres réseaux internationaux paraissent en revanche désintéressés. Ainsi le réseau catholique *Sant'Egidio*, communauté séculière dotée du statut d'association internationale de laïcs créée en 1968 par un fils de banquier Andréa Riccardi : situé dans la lignée du Concile Vatican II, comptant aujourd'hui 75 000 membres dans 74 pays, *Sant'Egidio* s'est lancé dans l'action internationale en s'efforçant en particulier de résoudre des conflits insolubles par les instruments diplomatiques classiques.

Ces différents pouvoirs s'exercent en certains lieux et ont des visages. Il en est ainsi de Bruxelles, capitale du *lobbying*, dont le chiffre d'affaires s'élève à 3 milliards d'euros par an, le nombre des lobbyistes est évalué entre 25 000 et 30 000 par an. Il en est ainsi des grands cercles où se rencontrent les élites mondialisées. Bien des points nodaux sont aussi lieu de pouvoir, ports, aéroports, *hubs*. Quant à la finance, est-il besoin de s'étendre sur son pouvoir, ses ramifications, dettes,

souverainetés financières, paradis fiscaux. Sur toutes ces questions, des chiffres précis sont indiqués dans les IEM. Comment dans ces conditions et sur quelles bases construire une gouvernance mondiale qui soit pour reprendre la novlangue des organisations internationales inclusive, transparente, équitable ? Chacun s'y essaie, sans vraiment y parvenir. Faut-il fusionner G7 et G20 ? Élargir le Conseil de sécurité et lui conférer des compétences en matière de régulation économique ? Changer les règles de fonctionnement au sein des organismes de Bretton Woods (*FMI, Banque mondiale*), où les pays occidentaux ont un poids prépondérant et les États-Unis un droit de *veto*, situation qui a poussé la Chine à créer son propre réseau d'institutions financières internationales. Il n'y a pas que les *managers* des sociétés transnationales, les banquiers et cabinets d'avocats internationaux, qui règlent la danse, mais aussi les nombreux *managers* d'opinion au sein des chaînes de TV, d'organes de presse internationaux, qui étendent leur diffusion à tous les endroits stratégiques de la planète, comme en témoigne la diffusion du *New York Times*, du *Financial Times* et de l'*Economist*.

À la lecture de ces différentes contributions et de l'introduction de Bernard Badie, il semble difficile au lecteur de s'affranchir d'un certain désenchantement. On lui démontrera qu'il convient de s'interroger sur l'idée même d'hégémonie, sa pertinence et son actualité. En clair, l'hégémonie américaine relève du passé, et au surplus elle n'a pas réellement apporté de résultats tangibles. Barack Obama a érigé la non-intervention américaine en doctrine. Tout le monde attend Donald Trump sur les dossiers de la Chine et de l'Iran. Le club occidental, déjà malmené du fait de l'impotence européenne, du Brexit, survivra-t-il aux tempêtes ? Sûrement car il faut tenir compte du poids de l'acquis, des réseaux d'influence, de divers *lobbies*, mais ce club occidental personnifié par l'Otan, le dialogue UE-États-Unis, risque d'être marginalisé au profit de relations plus directes, plus personnelles entre principaux dirigeants, solution que préfèrent Vladimir Poutine, Donald Trump et Xi Jinping. D'où la question de Henry Kissinger : quel est le numéro de téléphone de l'Europe ? Est-ce celui de la chancellerie allemande à Berlin ? Peut-on, doit-on s'en tenir au constat désabusé de Bertrand Badie qui conclut : peut-on gouverner un monde si complexe où, formellement du moins, coexistent tant de peuples solidaires, d'histoires de cultures, d'économies si différentes, les unes des autres ? Au pamphlet de Proudhon Philosophie de la misère, Karl Marx avait répondu par sa Misère de la Philosophie ; on pourrait emprunter cette formule et proclamer la « misère de la pensée internationale ». Mais gardons-nous des formules toutes faites, des plans préconçus : la gouvernance mondiale n'est pas forcément un jardin à la française, un « petit Versailles », mais un foisonnement d'initiatives, d'efforts et, comme l'a dit Albert Camus, « Sisyphe peut-être heureux ».

# Le monde qui vient

## Parmi les annuaires stratégiques 2017, atlas et synthèses géopolitiques

Eugène Berg

Diplomate et écrivain, l'auteur a été en poste au Mexique, en Allemagne, en Afrique et dans le Pacifique. Il enseigne les Relations internationales. Son dernier livre paru est *La Russie pour les Nuls* aux Éditions First en 2016 (495 pages).



Lancée en 1939 par le Comité d'études de défense nationale (Association loi 1901), la **Revue Défense Nationale** assure depuis lors la diffusion d'idées nouvelles sur les grandes questions nationales et internationales qu'elle aborde sous l'angle de la sécurité et de la défense. Son indépendance éditoriale lui permet de participer activement au renouvellement du débat stratégique. La **Revue Défense Nationale** permet de garder le contact avec le monde de la défense et apporte, grâce à ses analyses, la réflexion à l'homme d'action.